

# Sortir du nucléaire

Actualités du nucléaire et de ses alternatives



Réseau "Sortir du nucléaire" ♦ 9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04 ♦ Tél. : 04 78 28 29 22  
Fédération de 879 associations agréée pour la protection de l'environnement



# Un laboratoire grandeur nature...

## Sommaire

Chernobyl Day 2010 en images	P. 3
Actions et vie des groupes	P. 5
Lettre ouverte à l'ASN	P. 7
Mobilisations pour l'abolition des armes nucléaires	P. 8
En bref	P. 12
Les Etats-Unis contaminés par le modèle nucléaire français ?	P. 16
Le Chefresne, la première commune cliente d'Enercoop	P. 17
Reportage Toulon en rade	P. 18
Rapport Ollier sur l'éolien : de l'air pour le nucléaire...	P. 20
Danemark : des coopératives dans le vent	P. 22
De bonnes nouvelles	P. 25
Rencontres d'été 2010 à Joigny (Yonne)	P. 27
Tribune libre	P. 28
Le casse-tête photovoltaïque	P. 31
A lire, à voir	P. 33
Soutien d'artiste : DUVAL MC	P. 35
EDF sponsorise la fête de la nature	P. 36

Photo de couverture :  
Le grand chêne des rencontres d'été 2010  
- F.Mativet

Marcel est l'auteur de la brochure "*Marcel résiste... mais pas seul*". Témoignage de la lutte contre les poubelles nucléaires, 40 pages de récits sous forme de "poèmes polémiques", de photos et de dessins.

Brochure disponible auprès du CEDRA (Collectif contre l'enfouissement des déchets radioactifs). BP 17 - 52101 SAINT DIZIER Cedex - 3,50 euros + 1 euro frais de port

**Le 29 avril 2010, l'ANDRA et l'INRA ont signé un accord de partenariat pour l'étude des écosystèmes sur le long terme dans la région de Bure. Un partenariat pour étudier sur les cobayes locaux les effets de la poubelle radioactive que l'Etat et les industriels atomistes veulent imposer dans leur sous-sol...**

**Texte (presque) imaginaire d'un savant fou en ce domaine...**

L'éblouissante lumière qui embrasa le ciel d'Hiroshima le six août mil neuf cent quarante-cinq permit d'expérimenter la méthode la plus radicale et la plus hygiénique d'effacer de la surface de la planète le maximum d'indésirables en un minimum de temps. Les retombées radioactives inhérentes à ce procédé novateur permirent en outre d'irradier un maximum de rescapés et d'étudier à loisir les répercussions à plus ou moins long terme de doses massives sur des sujets diversement éloignés du point d'impact de la bombe atomique.

Pour parfaire ses connaissances en ce domaine, l'Homme eût l'ingéniosité audacieuse d'édifier, le plus près possible des zones habitées, d'immenses centrales nucléaires qui, sous le prétexte d'améliorer le confort des populations autochtones grâce à une production intensive et économique d'électricité, donnèrent aux chercheurs l'opportunité de tester au jour le jour et grandeur nature l'effet de doses minimales, moyennes, et même importantes de rayonnement.

Le test de Tchernobyl fut le plus réussi grâce à la quantité maximale de particules émises et à leur dispersion optimale dans l'atmosphère, ce qui permit, sur une grande variété et quantité de personnes, une étude comparative des effets de la radioactivité. Cette expérience qui débuta le vingt six avril mil neuf cent quatre-vingt-six et perdue en ce commencement du XXI<sup>ème</sup> siècle bénéficie de la survie de nombreux sujets, assez faiblement atteints pour que les cancers initialement prévus échelonnet leur apparition au cours des trente années suivant l'explosion du réacteur. Pour les personnes ayant participé au nécessaire enfouissement du réacteur (afin de limiter l'expérience à un ordre de grandeur raisonnable), leur survie fut insuffisante pour permettre aux experts une étude plus approfondie. Cependant rien n'est vraiment perdu

en ce domaine car le nombre de centrales nucléaires en activité dans le monde optimise l'éventualité d'une prochaine étude.

Afin de parachever son étude et conscient de l'insatiable curiosité des chercheurs de tous ordres, l'Homme s'avisait de l'opportunité que lui offrait la multitude de déchets radioactifs à divers degrés de toxicité et de longévité générés par l'industrie nucléaire. L'idée ingénieuse de les enterrer à différentes profondeurs dans les sous-sols de régions relativement peu habitées lui permit de se préparer un immense laboratoire naturel pour y étudier à loisir les conséquences de la radioactivité sur la flore, la faune et l'Homme à long et même très long terme. Les travaux n'en sont actuellement qu'aux prémices, mais des accords viennent d'être signés entre les chercheurs de domaines différents.

Gageons que les récriminations de quelques indigènes récalcitrants ne pourront entraver la marche de la technologie triomphante. Il serait en effet absurde que de ridicules considérations moralisatrices ou environnementales empêchent nos élites de valoriser leurs dangereux travaux avec des bénéfices substantiels. A moins que...

Marcel



# Bilan du Chernobyl Day 2010

237 actions dans 19 pays pour soutenir l'Institut Belrad, et demander la sortie du nucléaire.

Chaque année, autour du 26 avril, le Chernobyl Day met en lumière la catastrophe sanitaire toujours actuelle en Biélorussie, et soutient les milliers de victimes du plus grave accident industriel de l'Histoire : Tchernobyl.

Autour de Tchernobyl, depuis 24 ans, des millions de personnes vivent dans les zones les plus touchées, et consomment des produits agricoles contaminés, en particulier par le césium-137. Cancers, malformations génétiques... les conséquences sanitaires de la catastrophe s'aggravent d'année en année, chez les adultes et les enfants. En Biélorussie, environ 4 enfants sur 5 sont contaminés. La radioactivité est invisible, mais reste mortelle pendant des millénaires. Depuis 24 ans, les autorités internationales, et en particulier l'OMS, n'apportent aucune véritable réponse aux populations touchées. La catastrophe continue. Suède, Roumanie, Lituanie, Etats-Unis, Belgique, Finlande, Indonésie, Royaume-Uni, Maroc...

19 pays ont participé cette année au Chernobyl Day du 24 au 26 avril 2010. 237 actions ont été organisées, dont la majeure partie en France et en Italie où la mobilisation antinucléaire est impressionnante depuis le projet de Berlusconi de relancer le nucléaire.



Strasbourg

La palme de la mobilisation revient aux Allemands à Brunsbüttel-Hamburg-Krümmel (Allemagne) où 120 000 personnes se sont retrouvées et ont organisé une chaîne humaine de 120 km.



Barcelone

Cette année, le Chernobyl Day soutenait l'Institut Belrad, seul organisme scientifique indépendant de l'industrie nucléaire qui aide les enfants irradiés. Belrad, sans aucune aide publique, mesure la radioactivité du corps humain et prescrit des cures qui permettent, en 3 semaines, une élimination de 30 à 70 % des substances contaminantes. Des "bons de pectine" ont été vendus pour financer ces cures et ont permis de collecter environ 3 000 €. Cette action vitale ne solutionne pas tout, et ne remplace pas une véritable prise en charge internationale des conséquences de la catastrophe sur la population et l'environnement, aujourd'hui et demain. Tchernobyl nous rappelle l'urgence de la sortie du nucléaire, civil et militaire.

Nous envisageons dès à présent des actions d'envergure pour le Chernobyl Day 2011 qui marquera les 25 ans de la catastrophe. Soyez au rendez-vous !

**Bilan complet des actions sur**  
<http://www.chernobyl-day.org/>

**Le collectif "Pour l'indépendance de l'OMS" a besoin de volontaires**

Participez à la vigie organisée à Genève par le Collectif "Pour l'indépendance de l'OMS". Cette action qui dure depuis 3 ans vise à dénoncer la censure que l'Agence internationale de l'énergie atomique exerce sur l'Organisation mondiale de la santé. Des volontaires se relaient chaque jour, de quelques heures à une semaine, une ou plusieurs fois par an. L'hébergement est pris en charge par le collectif. Pour vous inscrire au planning de la vigie : Paul Roullaud - tél. : 02 40 87 60 47 mail : paul.roullaud@free.fr Plus d'infos sur l'action globale du collectif : [www.independentwho.info](http://www.independentwho.info)



DR  
Caen



DR  
Lyon



DR  
Reims



DR  
La Roche-sur-Yon

# Ça bouge dans le Réseau !

## Quelques moments forts sur le terrain

Pour alimenter cette rubrique, merci d'écrire à Jocelyn Peyret,  
coordinateur des groupes et actions : [jocelyn.peyret@sortirdunucleaire.fr](mailto:jocelyn.peyret@sortirdunucleaire.fr)  
9 rue de la Birg - 68000 Colmar. Téléphone: 03 89 41 80 95

### Nombreuses actions lors du débat bidon sur l'EPR de Penly

Alors que la construction d'un nouvel EPR à Penly (Seine-Maritime) a été décidée en 2009, un "débat public" se tient du 24 mars au 24 juillet 2010 pour "débatte" de ce projet.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" a refusé de cautionner cette politique du fait accompli et n'est pas présent à la tribune des débats qui sont organisés par la Commission Nationale du Débat public (CNDP). Mais le Réseau a suscité de nombreuses actions pour faire connaître ses positions et pour que le véritable débat puisse avoir lieu : "l'EPR doit-il être construit, oui ou non ?"

- Le 24 mars, une conférence de presse "Projet de réacteur nucléaire EPR à Penly : encore un débat bidon!" a été organisée par le Réseau "Sortir du nucléaire" et le collectif Stop-EPR Penly.
- Le 7 avril, à Paris, une cinquantaine de manifestants se sont rassemblés devant l'Institut du Monde Arabe où se tenait l'une des rencontres de la CNDP concernant le réacteur EPR à Penly.
- Lors du défilé du 1er mai à Rouen, une banderole anti-EPR a tenu la tête de cortège. Personne n'a pu l'ignorer, notamment rue Jeanne d'Arc où un manifestant n'a guère apprécié sa présence.
- Le 4 mai, c'était au tour de la commune d'Envermeu de recevoir la CNDP et les militants contre l'EPR.



Manif lors du débat public de Caen

- Le mardi 17 mai, lors de la réunion de la CNDP à Caen, un groupe de militants antinucléaires a perturbé la séance pour dénoncer la tenue du débat bidon, les décisions étant déjà prises.
- D'autres actions sont prévues entre mai et juillet.

Des photos et des comptes rendus d'actions sont disponibles sur <http://stop-epr.org>

### Grenelle II : le Réseau dénonce la mascarade "verte"

Le mardi 4 mai à 16h, à Paris, 150 personnes ont répondu à l'appel à rassemblement devant l'Assemblée Nationale pour dénoncer la sinistre farce verte du Grenelle II.



Le Grenelle s'est servi des associations environnementales comme caution sans pour autant reprendre leurs revendications, et n'a jamais remis en question le recours à l'énergie nucléaire. Le 4 mai, le texte de la loi Grenelle II passait à l'Assemblée Nationale. Contenu indigent, amendements entravant de manière inadmissible le développement de l'éolien... La façade "verte" des grandes promesses électoralistes est maintenant bien lézardée, et révèle une politique rétrograde et clairement pronucléaire.

L'emploi est une des principales victimes de la politique pro-nucléaire française. Pendant que l'Europe vit une révolution des énergies renouvelables qui génère déjà des centaines de milliers d'emplois, la France, enfermée dans une vision rétrograde, regarde passer le train.

### Salle pleine pour une soirée-débat à Avignon

La salle du cinéma Utopia à Avignon était presque pleine ce jeudi 25 mars pour la projection du film "Brennilis, la centrale qui ne voulait pas s'éteindre" (de Brigitte Chevet). Interventions citoyennes multiples, recherche de voie de sortie de l'énergie sale, défense de la santé, tentatives de justifications des tenants de cette filière : la soirée fût riche et pleine d'enseignements. Initiée par le "Collectif Antinucléaire 84" qui regroupe une vingtaine d'associations départementales et des particuliers, cette soirée thématique au cœur de la zone la plus nucléarisée de France - la Provence - fut l'occasion d'illustrer la dangerosité de cette énergie basée sur

la destruction atomique et ses origines guerrière et militaire. Le "Collectif Anti-Nucléaire 84" publiera prochainement les résultats des analyses indépendantes réalisées sur la contamination radiologique de l'eau distribuée aux robinets en Vaucluse.

Collectif Antinucléaire 84  
collectif.anti-nucleaire84@hotmail.fr

## Chasse aux colleurs d'affiches de Colmar à Chambéry... Mais que fait la police ? N'importe quoi !

Comment le commissariat de Chambéry en est-il venu à devoir enquêter sur deux affiches anti-nucléaires collées à Colmar lors de la manifestation d'octobre contre la centrale de Fessenheim ? Voici sans doute une question à laquelle même les plus fins limiers de la DGSE ne pourraient répondre. L'histoire qui frise l'absurde débute le 11 février dernier lorsque la présidente de l'association locale Sortir du nucléaire 73 reçoit une convocation pour être entendue au commissariat de Chambéry. Anne-Sophie Cordoeiro pense être victime d'un canular lorsqu'un policier lui demande de venir s'expliquer sur un affichage sauvage constaté en octobre en Alsace par le Réseau "Sortir du nucléaire". "J'ai dû m'absenter pendant mes heures de travail et en expliquer les raisons à mon directeur... c'est jamais facile !" précise Anne-Sophie. Au commissariat, celle-ci explique que le Réseau fédère plus de 800 associations et que Sortir du nucléaire 73 n'est que l'une d'elles, ce que le policier peut rapidement vérifier sur Internet. On lui montre alors l'objet délit pour lequel le Réseau "Sortir du nucléaire" est poursuivi : ce sont 2 malheureuses affiches qui ont motivé 5 mois d'enquête entre Colmar et Chambéry.

Explication plausible à cet imbroglio policier : l'un des organisateurs de la manif de Colmar avait habité Chambéry dans les mois précédents. Mais cette histoire est surtout la preuve de la panique qui s'empare de l'Etat quand il s'agit de réprimer un dangereux contre-pouvoir qui ose coller deux affiches sans autorisation.

Photo colonne de droite :  
Stand du Réseau au concert de LeOparleur à Nancy

Vous êtes toutes et tous les bienvenus, d'où que vous veniez, et quelle que soit la date à partir de laquelle vous vous investirez dans l'organisation. Vous pouvez aussi aider en amont même si vous ne venez pas au camp !

Pour plus d'informations et pour aider à l'organisation : <http://www.campclimat.org>  
Contact national : [contact\\_campclimat@riseup.net](mailto:contact_campclimat@riseup.net)  
Collectif local (Rouen-LeHavre) : [cac.rouen@free.fr](mailto:cac.rouen@free.fr)

## Tenez un stand musical

De nombreux artistes soutiennent le Réseau "Sortir du nucléaire" et nous accueillent régulièrement lors de leurs spectacles.

Début mai ce fut le cas lors du concert de LeOparleur à Nancy, où le groupe local Cacendr a tenu un stand d'information antinucléaire en compagnie des musiciens.

La liste des artistes qui nous soutiennent est disponible sur le site [www.sortirdunucleaire.fr](http://www.sortirdunucleaire.fr). Si l'un d'eux est de passage par chez vous, merci de joindre J. Peyret pour organiser un stand : [jocelyn.peyret@sortirdunucleaire.fr](mailto:jocelyn.peyret@sortirdunucleaire.fr)



© Cacendr

## Dé-marche de l'après croissance du 10 au 25 juillet en Belgique

Marcher pour cesser de courir. Cet été, la démarche illustrera la sortie du nucléaire, en partant de la centrale nucléaire de Tihange, en Belgique, pour une marche vers l'autonomie énergétique.

La démarche est une expérimentation collective d'alternatives à la croissance de la production et de la consommation. Elle invite au débat populaire en marchant de village en village, dans une recherche de simplicité et d'autonomie conviviale.

L'accès à la démarche est ouvert à tous les âges, le chemin est facile, les étapes compteront entre 5 et 15 km par jour. Nous partirons le 10 juillet de Tihange et terminerons à Mesnil Eglise le week-end du 25 juillet, avant de rejoindre le camp action-climat à Liège.

Toute proposition d'accueil sera reçue avec grand bonheur!

Informations complémentaires sur [www.demarche.org/2010/demarche2010](http://www.demarche.org/2010/demarche2010)

## Camp Climat du 22 juillet au 1er août près du Havre

Cette année, le camp action-climat aura lieu près du Havre du 22 juillet au 1er août... pas loin de Penly et du projet de 2e réacteur EPR ! Il aura notamment pour objectif d'organiser une action de masse de blocage de la raffinerie Total de Gonfreville-Lorcher. L'an dernier, le premier camp climat s'était tenu près de Nantes en opposition au projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes.

Le camp climat est organisé par un collectif d'individus qui considèrent que la crise climatique doit être lue comme la faille de l'ensemble du système dans lequel nous vivons.

Le camp climat est l'occasion d'agir directement pour opérer une transition juste vers une société équitable, soutenable et indépendante en énergie.



# La transparence du nucléaire ?

## Plus on en parle... et moins on la voit !

Lettre ouverte de quatre organisations antinucléaires au directeur de l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN)

Monsieur,

Nous venons d'obtenir des informations d'un salarié travaillant sur le site EDF de Golfech, **nous signalant un incident grave survenu récemment au sein de ce centre de production nucléaire.** Selon ces informations, de l'eau qui était en contact avec les barres de combustible, et qui a donc été contaminée en radioéléments, a été déversée dans l'environnement de cette centrale. Il y aurait eu, suite à ce déversement, une contamination radioactive de la nappe phréatique, essentiellement en tritium (hydrogène radioactif). Pour obtenir davantage d'informations sur ce problème, nous nous sommes tournés naturellement vers votre site internet... où nous n'avons rien trouvé. Le site internet d'EDF n'apporte également aucune information sur cet incident. Nous avons téléphoné à la centrale de Golfech le 26 avril à 16 h 30 : nous attendons depuis plus de 48 heures maintenant d'être rappelés par le service communication.

Depuis plusieurs mois, **nous constatons sur votre site internet un déficit de transparence au sujet des incidents survenus sur le parc d'EDF dont vous devez assurer le contrôle et l'expertise.** En particulier, nous n'avons rien trouvé concernant 3 événements survenus sur le site de Cattenom :

- ◆ l'oubli de l'obturation d'un trou d'homme entraînant l'inondation de la salle des machines
- ◆ la contamination d'un travailleur
- ◆ les barres de contrôle restées bloquées dans leur course

Ces trois informations nous sont parvenues via des médias de pays frontaliers, que notre parc nucléaire inquiète de plus en plus. **Nous nous interrogeons pour savoir s'il s'agit, de la part de l'ASN, d'une méconnaissance de ces faits, ou bien de rétention d'information.**

Nous sommes les témoins de la détérioration des conditions de travail des opérateurs et employés du site de Golfech, et plus généralement dans l'ensemble des sites de production d'EDF (nombreuses grèves, actes de désespérance...). Vous savez comme nous que le management actuel fait peser une pression de plus en plus insupportable sur les équipes de conduite et de maintenance. La pression est si forte à l'intérieur d'EDF qu'elle déborde à l'extérieur. Et c'est dans cette période d'instabilité que le nucléaire est prié de produire un maximum : *"l'ordre national étant "production toute", chaque site est prié de s'organiser au mieux pour... produire au plus."*

Suite à ces constats, **nous vous interrogeons sur la réalité de l'indépendance de l'ASN** vis-à-vis des opérateurs de l'atome, et sur votre poids effectif (cf. l'arrêté du 5 mai 2009, pris par le gouvernement en contradiction avec votre avis, et qui permet l'incorporation de radioactivité dans les biens de consommation courante). La réalité aujourd'hui est que des salariés se tournent vers des associations pour faire passer ce type d'informations. Nous souhaitons savoir ce qu'il en est de l'instance que vous aviez mise en place afin que des salariés puissent dénoncer auprès de vos services les graves dysfonctionnements du nucléaire. Ces dénonciations étaient prévues sous couvert de l'anonymat, pour protéger l'emploi des informateurs, mais cette instance, à l'évidence, ne fonctionne pas.



Tous ces éléments nous paraissent en contradiction avec votre affirmation d'indépendance, reprise la semaine dernière dans les colonnes du Figaro *"L'ASN entend bien témoigner de son indépendance vis-à-vis de l'opérateur historique"*.

Nos convictions affirmées pour la sortie du nucléaire, vers une société plus sobre et des productions énergétiques plus diversifiées, ne peuvent s'accommoder de cette situation actuellement dégradée, dont l'issue ne peut être que fatale. Dans l'attente d'éclaircissements de votre part sur le débordement présumé à Golfech, les incidents à répétition à Cattenom, et d'une manière générale, sur la sûreté du parc nucléaire français, nous vous adressons nos salutations respectueuses,

Le 28 avril 2010

**Signataires :**  
**Réseau "Sortir du nucléaire"**  
**Stop Golfech**  
**Initiative civile Cattenom - Non Merci**  
**Association pour la Sauvegarde de la Vallée de la Moselle**

Sources complètes sur notre site  
[www.sortirdunucleaire.fr](http://www.sortirdunucleaire.fr),  
 rubrique Actualités > Dossiers d'actualité.

# Jeûne-action pour l'abolition des armes nucléaires : 10 jours bien remplis

Un jeûne-action pour l'abolition des armes nucléaires a été organisé du 27 avril au 7 mai 2010, à l'initiative de la Maison de vigilance de Taverny en partenariat avec le Réseau "Sortir du nucléaire", le collectif Armes nucléaires STOP et la Mairie du 2ème arrondissement de Paris.

Le 27 avril, quelques jours avant l'ouverture de la Conférence sur le Traité de Non-Prolifération (TNP) à New York, 15 personnes entamaient un jeûne : 7 à Paris, 5 près d'Alès (30), 1 en Picardie, 1 en Angleterre et 1 en Belgique. Elles avaient pour objectif de faire pression sur les décideurs politiques français par les médias et l'opinion publique pour que la France annonce sa décision d'accepter le principe d'une Convention d'élimination des armes nucléaires lors de la tenue de la Conférence d'examen du TNP.

Le programme des jeûneurs parisiens fut des plus intenses avec une présence quotidienne de 14h à 18h place St Michel et des rencontres et actions presque simultanées.

C'est ainsi que les militants jeûneurs ont reçu le soutien de Monseigneur Gaillot, Stefen Hessel, Cabu et l'équipe de Charlie Hebdo, Jacques Muller (sénateur-maire), Denis Baupin (Mairie de Paris)... Ils ont également été reçus en Mairie de Paris, ville adhérente à l'initiative "Maires pour la paix". Le vendredi 7 mai, une délégation a été reçue au ministère de la Défense, avec un bien piètre résultat - il fallait s'y attendre.

Les 10 jours de jeûne ont été ponctués par de nombreuses actions coordonnées par les Désobéissants

devant l'Assemblée Nationale, Areva, à l'Élysée, à Taverny ou à Notre-Dame...

Des rencontres ont également été organisées en soirée : conférence avec le Général Norlain, projection/débat autour du film "La Bombe" de P. Watkins, vidéo-conférence en direct avec New York le 2e jour de la conférence sur le TNP...



Au final, cette nouvelle forme d'action, le jeûne-activiste, a permis d'informer de nombreuses personnes sur le nucléaire militaire, de mobiliser plusieurs groupes militants antinucléaires et de voir une action plutôt paisible, le jeûne, se rejoindre avec des actions plus rythmées de désobéissance. Mais encore une fois, la parole des antinucléaires a été peu relayée par les médias, certainement plus intéressés par le voyage de Sarkozy en Chine et sa position quant aux armes nucléaires : ni réduction ni abolition. Vive le nucléaire ! Vive la France !

## La flamme de l'abolition a fini son périple à New York

Samedi 1er mai, à New York, à la veille de l'ouverture de la conférence du TNP, une grande manifestation unitaire a été organisée pour demander l'abolition des armes nucléaires.

Quelques impressions de Dominique Lalanne, présent pour le collectif "Armes nucléaires Stop" :

Marcheurs français



© Dominique Lalanne

"Aujourd'hui, samedi 1er mai 2010, les trois marches internationales pour la paix qui ont traversé les Etats-Unis, se sont retrouvées pour entrer dans New York : la Marche de Footprints for Peace partie de Oak Ridge (Tennessee) le 13 février ; la Marche des six nations Iroquoises, partie de Buffalo le 12 mars ; et la Marche du Nord, partie du Vermont le 20 avril.

Elles ont apporté la Flamme de l'Abolition des armes nucléaires, partie d'Hiroshima le 6 août dernier et qui a fait le tour du monde avant d'arriver à New York pour l'ouverture de la Conférence d'examen du Traité de non prolifération (TNP).

Quatre Français ont participé à ces marches, en particulier Sophie, Noé, Gilbert et Jérôme du Réseau "Sortir du Nucléaire" qui vont maintenant assister à l'ONU aux sessions du TNP avec les 250 Français qui représentent 22 associations françaises.

En liaison avec les jeûneurs de Paris, auxquels ils apportent tout leur soutien, les marcheurs dénoncent la mauvaise foi des pays nucléaires qui parlent beaucoup de désarmement mais ne prennent pas de décision pour éliminer prochainement leurs armes nucléaires."

Retrouvez des photos de la mobilisation de New-York sur <http://picasaweb.google.com/dominiklalanne/Newyork#>

# Désarmement nucléaire : plan com' ou réalité ?

Tout le mois de mai 2010, l'ONU a accueilli à New York les 189 États membres du Traité de non-prolifération nucléaire pour une "Conférence d'examen" - exercice difficile qui a lieu tous les 5 ans. Cette année c'était l'optimisme. Mais les États nucléaires sont restés les maîtres. Explication.

C'est "l'effet Obama". A Prague en avril 2009, Barack Obama a dit vouloir faire du désarmement nucléaire sa priorité, mais avec une petite note critique qui en a froissé beaucoup : "cela n'arrivera peut-être pas de mon vivant". Évidemment les antinucléaires et pacifistes lui ont tout de suite souhaité une longue vie... Depuis cette date, de nombreux événements sont survenus avant que se tienne, au mois de mai 2010, la Conférence d'examen du Traité de non-prolifération (TNP).

Avril 2010, les États-Unis publient leur "Nuclear Posture review", la nouvelle doctrine d'utilisation de l'arme nucléaire. Un grand effet d'annonce pour essayer de montrer que la doctrine a évolué, mais les exceptions jettent le trouble. Ainsi les "États-Unis n'attaqueront jamais avec leurs armes nucléaires les pays qui respectent le TNP"... sauf l'Iran qui est nommé comme exception.

Autre "grand événement", le nouveau Traité START entre les États-Unis et la Russie, signé en avril 2010 en grande pompe à Prague. Chacun s'engage à réduire le nombre de missiles à 800 et le nombre de têtes nucléaires à 1550, d'ici 7 ans. Une réduction de 30 % par rapport à maintenant... qui ne change rien quant à la capacité de détruire plus de 10 fois la planète.

Pour la Conférence d'examen du TNP, l'objectif du Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, était une Convention d'élimination des armes nucléaires avec des étapes de désarmement et des dates limites. Chose que le TNP n'est pas capable d'organiser, puisqu'il se limite au vœu que ce désarmement nucléaire soit mené "de bonne foi" sans plus de précision. Le projet de Convention a été voté en Assemblée générale de l'ONU à une forte majorité voici 2 ans, il est soutenu par tous les pays du "Mouvement des non-alignés" et par un pays nucléaire de poids, la Chine.

Le document final, adopté "par consensus" le 28 mai, est un savant dosage entre les souhaits des pays non nucléaires et les refus du club dit "P4", France, Royaume-Uni, États-Unis et Russie (la Chine jouant un jeu à part avec la volonté de programmer le désarmement nucléaire).

Dans ce texte final, la Conférence "note que le secrétaire des Nations unies a proposé de considérer des négociations sur une Convention d'élimination des armes nucléaires" - mais sans plus de soutien.

La conférence "reconnait l'intérêt légitime des pays non-nucléaires pour arrêter les programmes de modernisation des armes nucléaires des pays dotés" mais ne demande pas l'arrêt de ces programmes. De même, elle se contente de "reconnaître l'intérêt légitime de réduire le niveau d'alerte" (qui permet aux États nucléaires de déclencher un tir nucléaire en 30 minutes, comme au temps de la guerre froide).



Les pays du club "P4" ont réussi à empêcher toute décision de nouvelles mesures de désarmement nucléaire les concernant. La France a su imposer l'idée que toutes les mesures ont déjà été prises dans le passé et que rien ne peut être engagé avant la prochaine Conférence en 2015. Seule concession : "un bilan sera fait en 2015 pour étudier les étapes suivantes".

La seule décision qui ose afficher une date, c'est celle de convoquer une Conférence pour l'élimination des armes nucléaires au Moyen-Orient en 2012. Un "facilitateur" sera nommé pour convaincre Israël et l'Iran de venir à cette Conférence "en lien avec tous les États de la région". Les difficultés ne sont pas évoquées.

Cette Conférence d'examen a peut-être été un "grand succès" de com', mais pour faire aboutir une Convention d'élimination, nous avons encore du pain sur la planche.

Dominique Lalanne  
do.lalanne@wanadoo.fr

# Une journée européenne d'action contre les armes nucléaires

France, Italie, Belgique, Hollande, Grande-Bretagne, Allemagne, Turquie... des centaines d'activistes non-violents se sont coordonnés le 3 avril pour investir des bases militaires et protester contre les armes nucléaires. Reportage sur leurs actions.

## Dans les Landes, la base aérienne 118 inspectée !

Le 3 avril, en France, en réponse à l'appel du collectif "Non au missile M51", une soixantaine de militants se sont rassemblés pour procéder à l'inspection citoyenne de la base aérienne 118 de Mont de Marsan, la base historique des Forces aériennes stratégiques qui est la première à avoir accueilli des armes nucléaires dès 1964.

Cette journée d'action était la suite logique de 5 mois de campagne pendant lesquels le collectif "Non au missile M51" a multiplié les actions pour s'opposer au nouveau missile nucléaire d'attaque français et aux tirs d'essai qui le rendront opérationnel : occupation d'un radar du Centre d'essai de lancement de missiles de Biscarrosse en décembre, tir de ballons pour gêner les radars du même centre en janvier, action contre les sous-traitants et concepteurs du missile, SNPE, Snecma, EADS.

Après un briefing au petit jour, le groupe s'est séparé en plusieurs équipes pour infiltrer la base en différents endroits. Dans la matinée, à l'approche de la base, une première vague de militants s'élance pour occuper les forces de l'ordre, nombreuses, afin de libérer la voie pour les autres groupes. De l'autre côté des grilles, le comité

d'accueil, des militaires et des membres des commandos de l'air cagoulés, offrent un contraste saisissant entre la désobéissance civile, libre, volontaire et assumée, portée au grand jour par les militants de la paix et l'obéissance et la soumission aveugle de ces silhouettes sans visage, cerbères dressés à garder les scories d'une politique archaïque et absurde. Pour les activistes du collectif "Non au missile M51", il est temps de déployer les échelles de corde le long des clôtures, passer les barbelés à l'aide de la moquette, rentrer sur la base, éviter au maximum les patrouilles en se cachant dans les fourrés, progresser le plus loin possible malgré les militaires et leurs chiens. C'est d'ailleurs majoritairement les chiens qui permettront aux militaires de débusquer et d'arrêter les militants.

À l'entrée principale, une délégation du collectif "Non au missile M51", accompagnée de Peggy Kançal, élue au conseil régional, demande officiellement l'accès aux installations et se heurte au même mépris que celui affiché par Hervé Morin, ministre de la Défense, qui n'a pas daigné donner réponse au courrier adressé par le collectif pour demander l'inspection de la base.

Pendant ce temps, les premiers SMS arrivent enthousiastes : "nous sommes rentrés". Mais très vite d'autres infos le sont moins : "arrêtés". Au total 13 activistes ont réussi à mener à bien leur mission, certains restant même 20 minutes à effectuer leur travail d'inspection avant d'être arrêtés.

Nous attendons maintenant devant la gendarmerie de l'air, au niveau de l'entrée principale, de connaître le sort réservé à nos camarades. Les premiers libérés sortent, ovationnés, après une arrestation parfois musclée, violence inutile au regard du caractère non-violent de l'action, et une audition courtoise des gendarmes chargés de recueillir leurs dépositions.

Bientôt les 13 activistes sont libres et il est temps de signifier la fin de l'action et de faire le bilan de cette journée européenne d'action contre les armes nucléaires. Bilan plutôt positif pour le collectif "Non au missile M51", le tabou autour des bases nucléaires a été brisé, des inspecteurs citoyens ont pu mener leur mission, la foi et l'envie de recommencer ce travail de harcèlement jusqu'à l'obtention de l'abolition des armes de destruction massive est plus forte encore.



Les clowns militants du collectif "non au M51"



Un inspecteur citoyen de la base aérienne des Landes

## Marche antinucléaire de Pâques en Allemagne

200 manifestants ont marché à l'appel du GAAA (Gewaltfreie aktion atomwaffen abschaffen, les bomspotters allemands) le dimanche 4 avril, du village de Büchel jusqu'à sa base aérienne où une vingtaine de bombes nucléaires sont entreposées. Parmi les personnes présentes, l'ancien député européen Tobias Pfügler a rappelé ce qui se cache derrière le nouveau traité START insistant sur le fait que la modernisation des arsenaux européens, français et britanniques, est toujours écartée des discussions officielles sur l'abolition des armes nucléaires.

[www.gaaa.org/](http://www.gaaa.org/)



© Herbert Sauerwein  
Marche pour la paix à Büchel (Allemagne)

## Pèlerinage italien à Aviano

Les militants italiens sont mobilisés depuis près de 14 ans contre la base aérienne américaine d'Aviano où sont stockées 50 bombes nucléaires de type B61. C'est ainsi que, prenant les devants sur les autres pays participant à la journée européenne du 3 avril, 800 personnes ont marché les 16 kilomètres qui séparent Pordenone de la base aérienne.

## Les bomspotters pique-niquent à Kleine Brogel

Un millier "d'inspecteurs de bombes militants" se sont retrouvés le 3 avril pour un pique-nique sur la base belge de Kleine Brogel, où sont stockées des armes nucléaires. A l'appel de Vredesactie (action pour la paix), ces "bomspotters" ont marché vers la base et tenté de s'y introduire. Résultat : 431 personnes ont été arrêtées, dont deux journalistes.

[www.vredesactiediy.be](http://www.vredesactiediy.be)

## Shopping nucléaire à Volkel

Toujours le 3 avril, 200 personnes se sont rassemblées devant la base de Volkel, au sud-est de la Hollande à l'appel de la coalition Ontwapen. Cette base aérienne accueille une vingtaine de bombes nucléaires dans le cadre de l'OTAN. 35 militants sont parvenus à passer les grilles de la base avant d'être interpellés et relâchés quelques heures plus tard.

[ontwapen.puscii.nl/](http://ontwapen.puscii.nl/)

## Les Britanniques voient double à Faslane !

Après un blocage très symbolique de la base militaire de Faslane le 3 avril, un autre, plus effectif a empêché l'entrée des employés sur la base le lundi 6 avril. Le blocage de la grille, un message peint à la bombe et le démontage du panneau signalétique de la base ont alors donné lieu à quelques arrestations.

### Une usine d'armement anglaise bloquée

Finlandais, Suédois et Espagnols ne disposent pas "à domicile" de bases nucléaires. Ils se sont cependant fortement impliqués dans les actions contre l'OTAN et ses armes nucléaires, en participant à une action commune le 15 février, en préambule à la journée d'action du 3 avril. L'usine de fabrication d'armes nucléaires d'Aldermaston au Royaume-Uni a été bloquée. Parmi les 800 militants qui participaient à cette journée, 26 personnes ont été arrêtées.

## En Turquie, retour à l'envoyeur des bombes entreposées à Incirlik

Le 8 avril, des militants de Bari Hareketi sont allés porter à l'ambassade américaine à Ankara des "bombes" symbolisant les 90 B-61 stationnées à Incirlik (base aérienne des United States Air Forces in Europe, servant de support aux opérations de l'OTAN). Après une conférence de presse, certains ont tenté de franchir les grilles de l'ambassade pour y déposer les bombes en carton mais la police turque les en a empêchés.



© Evren Ozesen  
Action symbolique à Ankara contre la présence de bombes américaines en Turquie

### France : 7 activistes condamnés à 150 euros d'amende

7 activistes du collectif "Non au missile M51" avaient été interpellés le 1<sup>er</sup> décembre 2009. Ils ont été condamnés à des peines de 150 euros d'amende chacun. Ils ont contesté cette décision et doivent passer en audience prochainement. Ils sont poursuivis pour l'occupation d'un radar au Centre d'Essai de Lancement de Missiles de Biscarrosse, occupation réalisée pour empêcher le tir d'essai du nouveau missile nucléaire d'attaque français M51 le jour de l'ouverture de la fenêtre de tir.

Un soutien financier peut être adressé à Association "Sans Armes" c/o Hervé Georges, Domaine de Sillac, Route de Sillac, 33770 Salles (chèque à l'ordre de "Sans Armes / Campagne M51").

Pour plus d'informations : Collectif "Non au missile M51"  
3avril@nonaumissilem51.org

# Vite, des infos !

## Superphénix, super gâchis

Présenté lors de son lancement en 1985 comme le fleuron du parc nucléaire français, le réacteur Superphénix de Creys Malville aura en réalité fonctionné moins de 200 jours à pleine puissance, alignant les pannes et les dysfonctionnements, les mises à l'arrêt et les autorisations de redémarrage. A l'arrêt définitif depuis 1998, son démantèlement passe par des chantiers aussi colossaux que dangereux tels le traitement du sodium qui assurait le refroidissement du circuit ou le démontage des pompes qui le brassaient. Maître de l'ouvrage comme de son démontage, EDF a annoncé début avril que l'usine qui neutralisera ce sodium est désormais en état de fonctionner comme le prouve le test mené sur 30 tonnes (sur 5 500 au total !) de ce produit hautement radioactif (car longtemps au contact du plutonium) et inflammable au contact de l'air. Le sodium traité est maintenant définitivement stocké dans des blocs de béton sur place. Pour ce chantier qui durera encore plusieurs dizaines d'années, Superphénix aura consommé bien plus d'énergie qu'il n'en aura jamais produit.



## Le vrai prix du nucléaire...

Avec la réforme du marché de l'électricité, les tarifs pourraient augmenter selon la Commission de régulation de l'Énergie (CRE). Selon elle, le projet de loi baptisé NOME (Nouvelle organisation du marché de l'électricité) provoquerait des hausses de tarifs de l'électricité de l'ordre de 7 % à 11 %. L'ancien président d'EDF demandait même 20 % de hausse sur trois ans.

Pourquoi ce soudain besoin de financement ? Parce que dans un marché en train d'être "libéralisé", il n'est plus possible de donner des chiffres fantaisistes. Le coût de l'électricité nucléaire va augmenter parce que jusqu'à présent EDF a toujours minoré ses coûts, en particulier dans les domaines suivants :

- ◆ pour l'entretien du réseau électrique (aujourd'hui confié à RTE, qui reste public et loue ses lignes à EDF et aux nouveaux opérateurs)
- ◆ pour le coût de l'entretien du parc : les centrales vieillissantes coûtent de plus en plus cher. Vouloir poursuivre leur fonctionnement pose moins de difficultés politiques que de construire de nouveaux réacteurs, mais va nécessiter de coûteux frais d'entretien.
- ◆ pour le coût du démantèlement des réacteurs : la Cour des Comptes estime que les provisions mises de côté par EDF sont très insuffisantes (cela se chiffre en centaines de milliards d'euros !)

Pour le moment, EDF demande que l'on remonte le coût du MWh nucléaire de 34 à 42 euros. Parions que cela n'est qu'un début. En effet, AREVA, en difficulté économique, veut renégocier ses coûts de "retraitement" des déchets ; le suivi des déchets ne sera pas forcément comme aujourd'hui pris en charge par l'Etat (via l'ANDRA), le prix de l'uranium ne peut qu'augmenter du fait de sa raréfaction... et sans oublier qu'un accident peut venir ruiner tout cela (l'accident de Tchernobyl a coûté plus cher que la construction de l'ensemble du parc nucléaire français !)

## L'AIE enfonce l'EPR

Le 25 mars 2010, l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) et l'Agence Nucléaire de l'OCDE ont publié un rapport qui enfonce le réacteur EPR. Elles soulignent que l'électricité produite par l'EPR pourrait être bien plus chère que prévu, même en sous-estimant largement certains coûts et en faisant l'impasse sur d'autres. EDF affichait un prix de revient du MWh atomique actuel à 36 €, mais vient de rehausser son estimation à 40 €/MWh. Le rapport de l'AIE prévoit une fourchette de prix de production de 42 à 69 €/MWh!

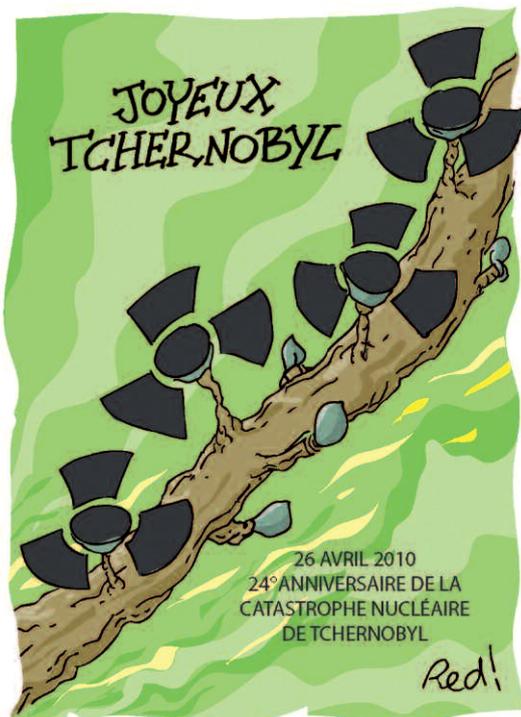
Source : Costs of Generating Electricity, International Energy Agency and Nuclear Energy Agency, édition 2010

## Un coup de peinture verte sur le CEA !

Créé en 1945, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) change de nom pour devenir le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEAEA). Ses travaux sur le solaire, la valorisation de la biomasse et le stockage de l'énergie pour le transport ne pourront faire oublier le premier A de la nouvelle abréviation.

## Payés pour économiser l'énergie

Il fallait y penser, un courtier en énergie américain l'a fait : vendre à des entreprises des crédits carbone obtenus sur les économies d'énergie réalisés par des particuliers. 2 000 ménages ont déjà signé afin d'être payés pour réaliser des économies d'énergie. Celles-ci seront constatées par l'examen de leurs factures de chauffage et/ou d'électricité. Le premier crédit a été vendu en janvier pour 21,50 dollars, dont 4,30 dollars de commission de courtage. Un système qui incite les particuliers à économiser l'énergie... mais accorde un droit de polluer aux industriels.



## Victimes des essais nucléaires : la loi retourne en arrière

La loi pour la reconnaissance et l'indemnisation des victimes des essais nucléaires était à peine publiée au Journal officiel (6 janvier 2010), que les tractations pour en restreindre la portée se sont déroulées. D'abord, des rumeurs ont circulé visant à réduire de 18 à 13 le nombre de cancers reconnus comme imputables à l'exposition aux essais nucléaires. Ensuite, le projet de décret d'application réintroduit la notion de seuil pour ouvrir des droits à réparation, malgré son refus par les parlementaires, et opère un découpage des zones concernées par les retombées radioactives évitant les zones habitées, à l'image du nuage de Tchernobyl en 1986 s'arrêtant aux frontières de la France.

Bref, à travers tout un dispositif technique, le ministre de la Défense s'octroie le pouvoir de décider qui a été — ou non — irradié. Seulement "quelques centaines de personnes", selon ses propos ! Un véritable droit à réparation pour l'ensemble des victimes reste à mettre en place.

Pour en savoir plus : <http://www.aven.org/>



## C'est dit !...

*"A partir du moment où, dans une entreprise sous-traitante, des syndicalistes commencent à organiser une section syndicale (...) il y a des remaniements en terme de restructuration économique qui font qu'ils vont être sur la liste des premiers licenciés de l'entreprise. Ainsi, les donneurs d'ordre que sont les exploitants du nucléaire peuvent à tout moment influencer la possibilité d'une organisation de contre-pouvoir au niveau des sous-traitants."*  
Annie Thébaud-Mony (Sociologue et directrice de recherche à l'INSERM, spécialiste de la santé au travail) sur France Inter, le 30 avril 2010.

## Ostracisme, vous avez dit ostracisme ?

*"Je ne comprends pas et je n'accepte pas l'ostracisme du nucléaire dans les financements internationaux, il y a là matière à scandale (...), il faut que la Banque mondiale, la Berd (Banque européenne pour la reconstruction et le développement) et les banques de développement s'engagent résolument dans le financement du nucléaire civil", a déclaré M. Sarkozy en ouverture de la conférence sur le nucléaire civil à l'OCDE à Paris en mars 2010.*

## Allemagne : 150 000 personnes mobilisées le 24 avril !

Le 24 avril, les Allemands ont frappé très fort pour rappeler à Angela Merkel leur refus catégorique d'une remise en question de la sortie du nucléaire, avec trois très grosses actions organisées dans tout le pays et près de 150 000 personnes mobilisées.



A Ahaus (Rhénanie du Nord-Westphalie), une manifestation pour la fermeture du centre de stockage "provisoire" de déchets radioactifs a rassemblé près de 5 000 personnes. Près de 20 000 personnes ont encerclé la centrale vieillissante de Biblis, en Hesse. Selon la loi de sortie du nucléaire, ses deux réacteurs auraient dû fermer au plus tard en 2009 !

Enfin, une chaîne humaine de 120 kilomètres a rassemblé près de 120 000 personnes, qui ont relié les centrales de Brunsbüttel et Krümmel (près de Hamburg), dont les réacteurs ont sérieusement atteint l'âge de la retraite. Cette gigantesque mobilisation a réuni écologistes, syndicalistes, étudiants et familles. Plus de 200 bus et trois trains ont été spécialement affrétés.

Cette "réaction en chaîne" a envoyé un message clair à Angela Merkel qui devra maintenant en tenir compte. D'ailleurs, cette dernière n'a plus les coudées franches pour décider de la prolongation de la durée de vie des réacteurs : suite à une défaite électorale dans la région la plus peuplée d'Allemagne, son parti n'a plus la majorité au Bundesrat, le Conseil des Régions allemand.

## 18 septembre 2010 : Mobilisation transfrontalière contre la centrale de Cattenom

C'est une centrale française, mais là encore ce sont nos voisins allemands qui se mobilisent le plus ! Depuis plusieurs mois, des incidents très

inquiétants se multiplient à la centrale de Cattenom (Moselle), tout près des frontières allemandes et luxembourgeoises : barres de commandes coincées, travailleur contaminé, inondation des salles... et dernièrement, fuite d'hydrogène ! "Curieusement", ces informations ne sont pas reprises dans les médias français, et ne font pas réagir l'Autorité de Sûreté Nucléaire (lire page 7)... Mais elles n'échappent pas à la vigilance de l'Initiative Citoyenne franco-allemande "Cattenom non merci". Celle-ci organise d'ailleurs une manifestation le 18 septembre prochain à Perl (tout près des frontières française et luxembourgeoise). Une date à retenir dès maintenant !

Pour plus d'informations :  
cattenom-non-merci@online.de

## L'Italie en actions !

En dépit de la volonté du peuple italien, qui avait décidé par référendum en 1987 de mettre fin à son programme nucléaire, Silvio Berlusconi continue de s'entêter dans sa folie des grandeurs atomiques. Début avril, un accord a été signé avec Nicolas Sarkozy, portant notamment sur la vente de 4 réacteurs EPR !

Heureusement, quelques affaires internes risquent de ralentir ces grands projets (entre autres, la démission de Claudio Scajola, ministre de l'Industrie et artisan de la relance du nucléaire). Et surtout, la mobilisation populaire italienne est plus dynamique que jamais. Pour le Chernobyl Day, près d'une centaine d'actions ont été organisées dans toute l'Italie : manifestations, conférences, longues banderoles déployées dans des lieux publics...





Ci-contre et en bas : le rassemblement du 24 mai à Gösgen (Suisse).

### Grande-Bretagne : la relance du nucléaire est compromise

On croyait la Grande-Bretagne plus engagée que jamais dans les projets de nouvelles centrales. Mais les dernières élections ont rebattu les cartes. Pour la première fois, une députée verte a été élue au Parlement. Et surtout, les conservateurs doivent maintenant composer dans la coalition gouvernementale avec les libéraux-démocrates, opposés au nucléaire. Dans le nouveau gouvernement, ces derniers ont raflé des postes-clés, tels l'industrie ou l'environnement. Chris Huhne, Secrétaire d'Etat en charge de l'énergie et du changement climatique, est très clair : il n'y aura aucune subvention gouvernementale pour la construction de nouveaux réacteurs. Voilà qui devrait sérieusement compromettre la compétitivité de l'atome par rapport à l'éolien, ainsi que les ambitions d'EDF outre-Manche...



### Renouveau de la résistance antinucléaire en Suisse

Le lundi de Pentecôte 24 mai, à Gösgen (Suisse), près de 4000 personnes ont manifesté sous un soleil radieux pour exiger un avenir renouvelable et non irradié, avec le soutien de nombreux militants allemands, autrichiens et français. Un beau rassemblement, festif et coloré... et quasiment sans présence policière ! Tout comme la France, la Suisse est confrontée au vieillissement de ses réacteurs nucléaires et à des projets de nouvelles centrales. Alors que, selon la Fondation Suisse de l'Energie, le passage aux renouvelables serait rapidement réalisable, ce ne sont pas moins de trois réacteurs qui sont en projet dans ce petit pays ! Ces constructions restent toutefois tributaires de l'accord des cantons, qui organiseront des référendums à cet effet en 2013. Mais le soutien de la population suisse à l'atome est loin d'être acquis, et il se pourrait bien que la belle mobilisation de Gösgen marque un renouveau de la contestation.



# Les Etats-Unis contaminés par le modèle nucléaire français ?

Avec l'abandon du projet de Yucca Mountain, au Nevada, les États-Unis doivent repenser complètement leur politique de gestion des déchets nucléaires. La récente décision de Barack Obama d'accorder des prêts pour construire de nouvelles centrales nucléaires a également changé la donne. C'est dans ce contexte que l'Institute for Energy and Environmental Research (IEER) s'attaque à la "mythologie" du programme français de retraitement.

Le projet de stockage définitif des déchets nucléaires à Yucca Mountain était dénoncé depuis près de 30 ans par les organisations écologistes mais aussi par les autorités du Nevada et la ville de Las Vegas, gênée par cet encombrant voisin. Plusieurs études scientifiques avaient fait apparaître des problèmes insoupçonnés et la tenue à long terme des conteneurs de déchets s'avérait problématique, même dans cette zone très aride et désertique. L'élection de Barack Obama a porté un ultime coup à un projet qui est aujourd'hui annulé.

Dans un récent rapport, Arjun Makhijani, le président de l'IEER, fait le point sur cette question et dissèque notamment le nucléaire français.

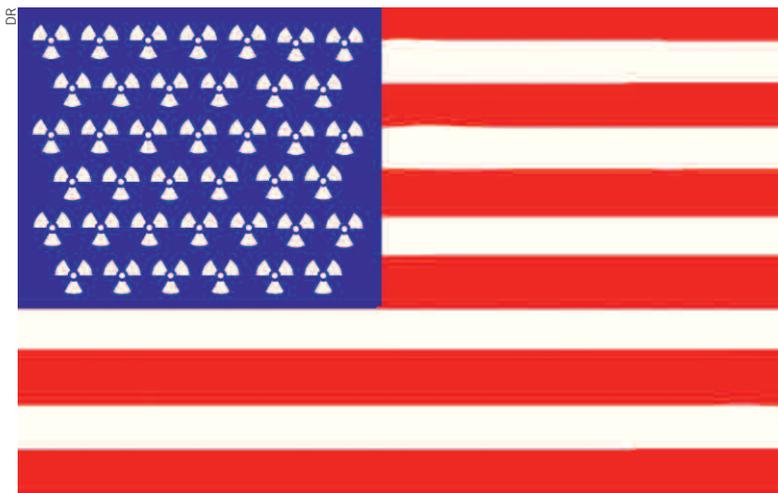
## Un bilan sans appel

Le rapport de l'IEER "The mythology and messy reality of the nuclear reprocessing" s'appuie sur un tour d'horizon des questions de retraitement et de réacteurs surgénérateurs. La situation française est particulièrement détaillée. Première constatation : le retraitement, tel qu'il est pratiqué en France, n'a pas résolu la question des déchets nucléaires et l'opposition des populations locales concernées est tout à fait comparable à celle qui existe dans les autres pays. Mais les ennuis ne s'arrêtent pas là. Le retraitement entraîne un surcoût considérable pour le prix du kWh et le stockage sous forme liquide de déchets à très haute activité représente un risque supplémentaire énorme. A. Makhijani procède également à une évaluation de la proportion de l'uranium qui pourrait être réellement utilisée avec un parc de réacteurs à eau pressurisée : même avec le retraitement et le réenrichissement il est impossible d'utiliser plus de 1 % de l'uranium de départ.

*"Après six décennies de développement et d'énormes dépenses, les réacteurs surgénérateurs refroidis au sodium et le retraitement ne sont pas parvenus à un stade commercial", rappelle l'IEER dans ses recommandations. "Étant donné les délais importants avant commercialisation (...), les risques de prolifération, et les efforts déjà réalisés, il ne semble pas judicieux de continuer à investir plus d'argent de Recherche & Développement dans cette voie. Les moyens de R&D concernant l'approvisionnement énergétique devraient être utilisés en priorité au développement et au déploiement des énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique."*

Jean-Luc Thierry

Le rapport "Mythology and messy reality of nuclear fuel reprocessing" (Arjun Makhijani, avril 2010) est consultable sur [www.ieer.org](http://www.ieer.org)



Les États-Unis doivent maintenant trouver un autre site, d'autant plus que les exploitants de centrales menacent d'attaquer le gouvernement pour n'avoir pas tenu ses engagements. Tout le processus est donc relancé, mais dans un contexte très différent. "Yucca Mountain a été conçu à un moment où nous ne pensions pas redémarrer l'industrie nucléaire", s'exclama le 5 mars dernier Steven Chu, secrétaire américain à l'Énergie (Reuters). Il y a effectivement une interaction forte entre les politiques de gestion des déchets et les perspectives de développement de l'énergie nucléaire. Pour que l'opinion accepte le redéploiement de cette industrie il faut que la question des déchets apparaisse résolue. Le lobby nucléaire en revient à ses mythes fondateurs, vieux de plus d'un demi-siècle : le rêve d'une énergie pratiquement éternelle avec des réacteurs qui absorbent leurs propres déchets. Dans cette course aux mirages, la France, avec ses usines de retraitement et ses surgénérateurs, fait figure de modèle.

# Le Chefresne, première commune cliente d'Enercoop

**Quand une commune décide de s'approvisionner en énergie 100 % renouvelable, elle choisit Enercoop, fournisseur d'énergie militant !**

Parmi les solutions pour favoriser la sortie du nucléaire, il en existe une à la portée du plus grand nombre : devenir client d'Enercoop, un fournisseur d'électricité misant réellement sur les énergies renouvelables. C'est le choix du Réseau "Sortir du nucléaire", sociétaire et client depuis 2005.



*d'expliquer aux citoyens l'intérêt général de cette décision pour le mieux vivre, la santé, l'économie locale et l'emploi", précise J-C. Bossard.*

La commune du Chefresne est directement concernée par le projet de ligne à très haute tension (THT) lié au réacteur EPR de Flamanville. Plus de 2 200 m de lignes sont prévus sur le territoire communal, qui risquent de passer très près de certaines habitations (parfois moins de 100 m). Jean-Claude Bossard s'est donc mobilisé en 2008 en coordonnant un collectif d'élus locaux contre la ligne THT Cotentin-Maine. Aujourd'hui, 40 communes sur les 64 concernées font partie de ce collectif qui demande une étude épidémiologique sérieuse et indépendante sur les risques pour la santé liés à ce type d'installation.

Cette situation conforte donc la municipalité du Chefresne dans son choix alternatif d'électricité fournie par Enercoop. Un exemple à suivre !

C'est aussi le choix du Chefresne, la première commune française cliente d'Enercoop. Nous avons rencontré Jean-Claude Bossard, le maire de ce petit village de la Manche, qui nous explique comment il a franchi le pas. *"Après avoir pris position contre le projet de réacteur EPR à Flamanville, la commune a voulu rester cohérente dans sa politique en cherchant des solutions alternatives au nucléaire. Depuis septembre 2009, suite à un appel d'offres incluant des clauses éthiques et environnementales, c'est Enercoop qui nous fournit en électricité. Nous avons signé un contrat pour 5 ans afin d'alimenter la mairie, la salle des fêtes, l'éclairage public et l'église du village avec une offre alternative."*

Pour compenser le prix légèrement supérieur du kWh, des économies d'énergie ont été mises en oeuvre. Il a notamment été décidé de réduire la durée de l'éclairage public et de supprimer les décorations lumineuses de Noël.

De plus, en accord avec les habitants, des panneaux solaires photovoltaïques vont être installés sur le toit de l'église. La revente de l'électricité produite permettra de financer la rénovation de la charpente et le coût de cette installation. Le Chefresne rejoindra ainsi le "club" des rares villages de France possédant une "église à énergie solaire" - les autres étant situés en Alsace.

*"Nous communiquons notre démarche aux habitants de la commune, que nous nous efforçons de sensibiliser aux notions de consommation et d'éco-responsabilité. Car il est de notre devoir à nous, collectivités, de faire figure d'exemple et*



Photo colonne de gauche : Le village du Chefresne (Manche)

**Joan Ferragu**  
joferragu@laposte.net

En savoir plus : [www.lechefresne.fr](http://www.lechefresne.fr)

## Enercoop, c'est quoi ?

Enercoop est un fournisseur d'électricité d'origine renouvelable créé en 2005 à l'initiative de 22 acteurs (dont le Réseau "Sortir du nucléaire", Greenpeace, le Comité de Liaison Energies Renouvelables et la Nef). Dans le contexte français de surconsommation et de tout-nucléaire, l'idée était d'inventer un nouvel opérateur capable de développer concrètement les énergies renouvelables et la maîtrise de l'énergie. L'objectif étant que les citoyens s'approprient la question énergétique via un fonctionnement coopératif, transparent et démocratique.



Enercoop est ainsi le seul fournisseur à s'approvisionner directement et exclusivement auprès de producteurs d'énergie photovoltaïque, éolienne, hydraulique et biogaz. Ses bénéfices sont réinvestis dans des coopératives régionales de production renouvelable et de maîtrise de la consommation. Ainsi, après Enercoop Champagne-Ardenne, Enercoop Rhône-Alpes a vu le jour le 21 avril dernier.

Enercoop compte aujourd'hui 5 800 consommateurs, dont 700 professionnels et 5 100 particuliers. Pour peser dans le paysage énergétique français, Enercoop doit encore se renforcer. Le Réseau, qui soutient la coopérative depuis son origine, vous invite à oeuvrer concrètement pour la sortie du nucléaire en souscrivant dès à présent un contrat Enercoop.

Contact : Enercoop, 9 - 11 avenue de Villars, 75007 Paris.  
Tel : 0 811 093 099. Site : [www.enercoop.fr](http://www.enercoop.fr)

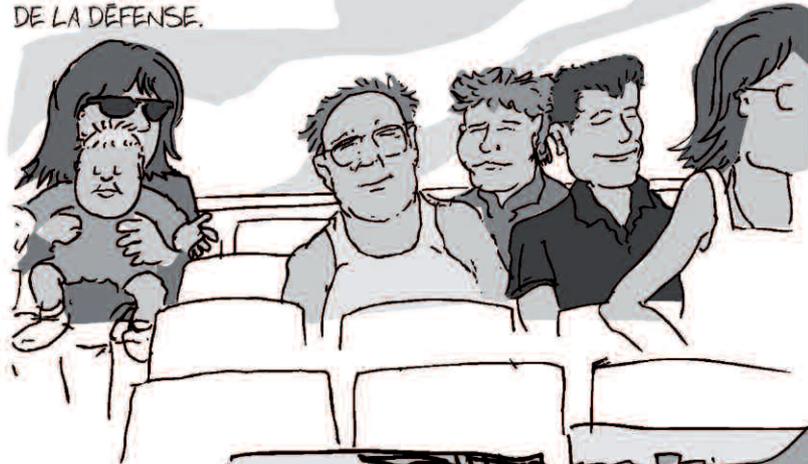
# Toulon EN RADE

EMBARQUEMENT À TOULON, POUR FAIRE LE TOUR DE LA RADE SUR UN PROMÈNE-COUILLONS BAPTISÉ DU NOM ÉVOCATEUR D'ÉROS, DIEU DE L'AMOUR. UNE HEURE DE PROMENADE, A SUBIR LES COMMENTAIRES DE NOTRE CAPITAINE POUR DÉCOUVRIR LA PARTIE MILITAIRE ET CIVILE DE CETTE CÉLÈBRE RADE. UN VOYAGE DANS LE TEMPS, ENTRE LE PASSÉ GLORIEUX DE LA MARINE FRANÇAISE ET L'OMNIPRÉSENCE DU RISQUE NUCLÉAIRE.

LE SENS DE LA VISITE NOUS CONTRAINTA REGARDER TOUJOURS À TRIBORD, C'EST-À-DIRE À DROITE ! ... LOGIQUE, ON EST DANS LE FIEF DE HUBERT FALCO, MAIRE DE LA VILLE, SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA DÉFENSE ET AUX ANCIENS COMBATTANTS, AUPRÈS DU MINISTRE DE LA DÉFENSE.



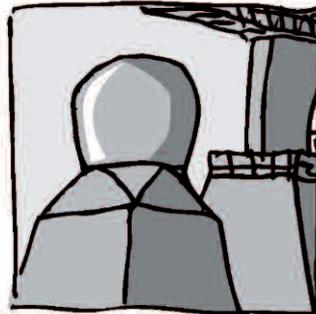
LE PORT MILITAIRE DE TOULON EST LA PRINCIPALE BASE NAVALE FRANÇAISE, AVEC CELLE DE BREST. ACTUELLEMENT, IL ABRÏTE LA MAJEURE PARTIE DE LA FORCE D'ACTION NAVALE, COMPRENANT LE PORTE-AVIONS CHARLES DE GAULLE ET 6 SOUS-MARINS NUCLÉAIRES D'ATTAQUE. EN TOUT PLUS DE 60 POURCENT DU TONNAGE DE LA MARINE.



DES VAISSEAUX DE GUERRE, ARMÉS POUR DES MISSIONS...  
... HUMANITAIRES !



DES BOUÉES POUR SUSPENDRE LES GRILLES ANTI-PLONGEUR QUI CEINTURENT LES NAVIRES.



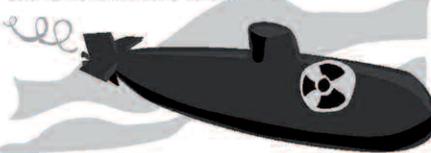
UN DÉTAIL DU CHARLES DE GAULLE, IMMOBILISÉ PAR UNE PANNE ANODINE MAIS CHIANTE.



DES ENTREPÔTS BOURRÉS DE MISSILES EXOCET, À DISPOSITION DE TOUTES LES ARMÉES DU MONDE

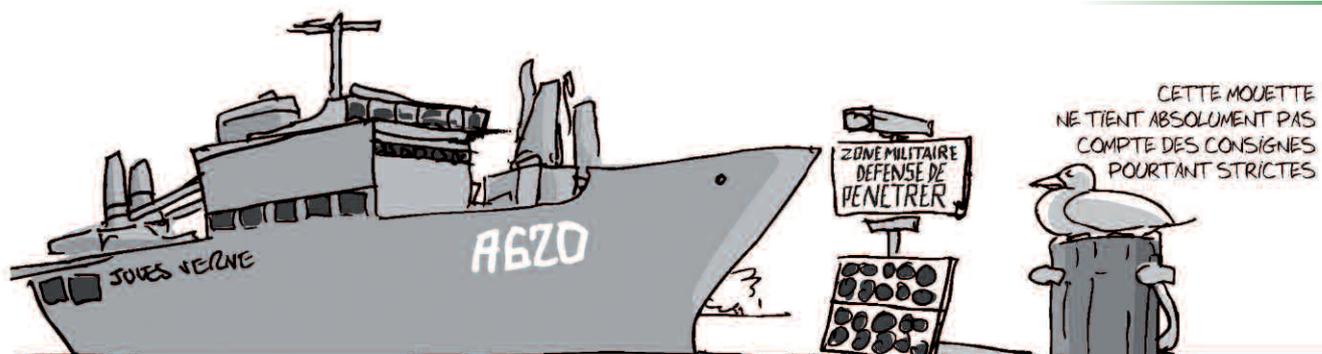
AVEC SES SEPT RÉACTEURS NUCLÉAIRES PLUS UN PROBABLE STOCKÉ SUR PLACE, CERTAINS ESTIMENT QUE L'ARSENAL EST AINSI COMPARABLE À LA CENTRALE NUCLÉAIRE DE GRAVELINES QUI EN COMPTE SIX. MAIS LE MAÎTRE DES LIEUX CONTESTE CE PARALLÈLE EN INDICANT QUE LES RÉACTEURS EMBARQUÉS NE SONT JAMAIS SIMULTANÉMENT PRÉSENTS SUR LE SITE.

CONTRAIREMENT AUX CENTRALES CIVILES, LES RÉACTEURS MILITAIRES ÉCHAPPENT À TOUTES LES LOIS SUR L'ENVIRONNEMENT ET IL NY A PAS D'ENCEINTE DE CONFINEMENT, AINSI EN CAS D'ACCIDENT TOUT SE PROPAGERA DANS L'ATMOSPHÈRE



DES DÉCHETS RADIOACTIFS RÉSULTENT DES OPÉRATIONS D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE DES SOUS-MARINS ET DU PORTE-AVIONS À PROPULSION NUCLÉAIRE. ILS PROVIENNENT ÉGALEMENT DU DÉMANTÈLEMENT D'ÉLÉMENT DE LA FLOTTE. LA DCN\* ASSURE LE REGROUPEMENT DES DÉCHETS ET ILS REJOIGNENT LE CIRCUIT NORMAL DES DÉCHETS NUCLÉAIRES.

\*DIRECTION DES CONSTRUCTIONS NAVALES



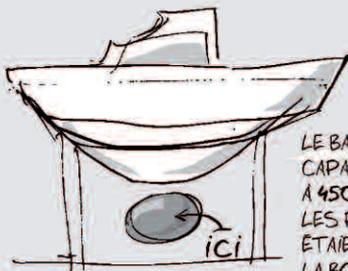
CETTE MOUETTE  
NE TIENT ABSOLUMENT PAS  
COMPTE DES CONSIGNES  
POURTANT STRICTES

LE SABORDAGE DE LA FLOTTE EN 1942  
N'EST PLUS QU'UN MAUVAIS SOUVENIR  
CAR LA RADE A ÉTÉ DRAGUÉE POUR  
EN ÉVACUER TOUTES LES ÉPAVES...

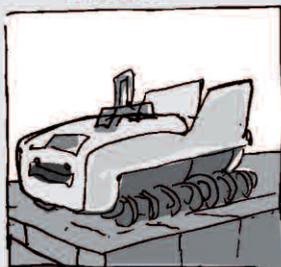


... MAIS LA COQUE ROUILLÉE D'UN RAVITAILLEUR  
FINIT SES JOURS À CÔTÉ DU CHARLES DE GAULLE  
ON ESSAIE DE FAIRE DU TOURISME AVEC CE QUE L'ON  
PEUT... AU RISQUE DE FAIRE OUBLIER QUE L'ARSENAL  
A EXPLOSE DEUX FOIS DEPUIS 1900.

LA PARTIE CIVILE DE LA RADE EST SURTOUT TRÈS RICHE EN ÉPAVES.  
ON ADMIRE LE CIMETIÈRE DU CHANTIER NAVAL DE LA SEYNE, SON PONT EIFFEL  
TRANSFORMÉ EN PANORAMA, LES FORTS DE VAUBAN ET TOUT UN BRIC-À-BRAC  
DE MATÉRIEL PORTUAIRE RELÉGUÉ AU RANG DE BIBELOTS SOUVENIR.



LE BATTISCAPHE,  
CAPABLE DE PLONGER  
À 4500 MÈTRES.  
LES PLONGEURS  
ÉTAIENT DANS  
LA BOULE.



LE SOUS-MARIN  
DÉCOUVREUR DU TITANIC,  
EXPOSÉ PAR IFREMER  
L'INSTITUT FRANÇAIS  
DE RECHERCHE POUR  
L'EXPLOITATION DE LA MER.



LE PONT BASCULANT EIFFEL DE LA SEYNE-SUR-MER



LA VISITE S'ACHÈVE SUR UN MONUMENT  
ÉNIGMATIQUE EN FORME DE M QUI N'EST  
AUTRE QUE LA PISCINE MUNICIPALE.  
EN Y VENANT, LES TOULONNAIS  
N'IMAGINENT PAS LA HAUTEUR  
DU PLONGEON QU'ILS POURRAIENT FAIRE.  
ILS DORMENT TRANQUILLES  
À CÔTÉ D'UN ARSENAL QUI N'A  
EXPLOSE QUE DEUX FOIS  
ET DE QUELQUES CENTRALES  
NUCLÉAIRES FLOTTANTES.

Red!  
ET J&B

**FIN**

# Rapport Ollier sur l'éolien : de l'air pour le nucléaire ...



© Michel Cadou (ainsi que l'image centrale)

**Le rapport d'information sur l'énergie éolienne, déposé au Parlement le 31 mars 2010 par la commission que préside Patrick Ollier (député UMP des Hauts-de-Seine), n'est rien d'autre qu'une tentative assez triste de gêner encore un peu plus le développement de l'énergie éolienne.**

Patrick Ollier n'en est pas à son coup d'essai : lors du débat de loi d'orientation sur les énergies en 2005, un amendement portant son nom visait à relever à plus de 30 MW (contre 12) le plancher d'achat obligatoire par EDF du courant produit pour chaque parc éolien. Cet amendement fut heureusement retiré par le Sénat.

Par ailleurs, Patrick Ollier est président du groupe d'amitiés France-Libye de l'Assemblée, et l'on sait la passion qu'a le dictateur libyen pour le nucléaire sous toutes ses formes... Sur plus d'une centaine de pages, ce rapport accumule les banalités anti-éoliennes, les contre-vérités, n'hésitant pas à appeler à la rescousse Valéry Giscard d'Estaing pour stigmatiser une région "dévastée par une ceinture d'éolienne, et... devenue inhabitable".

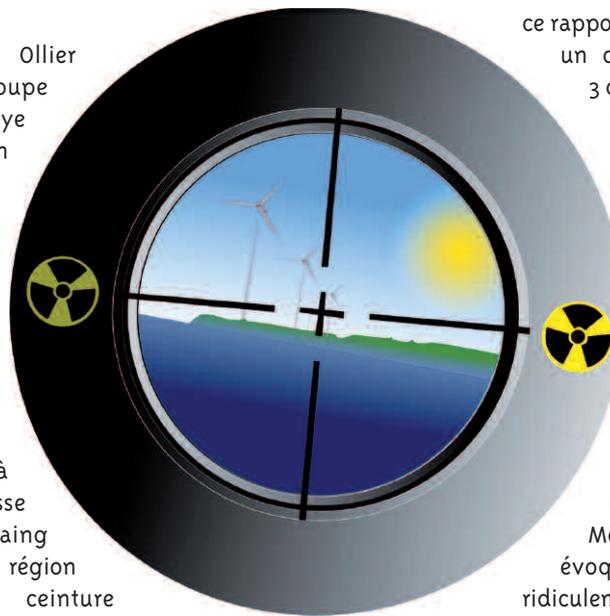
Heureusement pour nous, il s'agit de la Pologne...

Après avoir assommé le lecteur par une série de généralités sur le développement mondial de l'énergie éolienne (que tout internaute pouvait déjà aisément trouver) près de la moitié de ce rapport concerne le coût de l'éolien, qui ne devrait son succès qu'à l'obligation de rachat (à un coût trop intéressant, à en croire les auteurs). Le rapport déplore également la trop faible présence des industriels français dans ce secteur. Mais c'est oublier un peu vite que si cette politique de rachat a été mise en place, c'était précisément pour permettre l'émergence d'une industrie éolienne... Mais bien trop tard, et bien mal, lorsque l'on se compare à nos voisins allemands : de l'autre côté du Rhin, c'est après la décision politique d'abandonner le nucléaire que les industriels allemands, pragmatiques comme ils savent l'être, ont réussi à se placer en leaders mondiaux de l'éolien.

Alors qu'en France, il s'agissait d'abord de continuer à privilégier l'industrie nucléaire, tout en donnant

quelques miettes aux énergies renouvelables... Quoi d'étonnant à ce que l'industrie française ait "raté le développement de l'éolien terrestre", comme le souligne le rapport Ollier ?

Concernant le volet financier, dans sa trop évidente volonté de discréditer l'éolien, ce rapport n'hésite pas à avancer un coût de production de 3 centimes d'euro par kWh nucléaire, oubliant les gigantesques investissements consentis par l'État pour chaque tranche nucléaire, se souciant peu de l'enrichissement du combustible, négligeant les coûts – encore à définir – de la gestion des déchets nucléaires. Même EDF n'ose plus évoquer un chiffre aussi ridiculement irréaliste.



D'autant que le vent, à l'inverse du combustible nucléaire, ne coûte plus rien, une fois l'éolienne en fonction (ce qui est également vrai pour l'énergie photovoltaïque...).

Suivent quelques banalités sur l'intermittence de l'éolien (mais qui a dit qu'il fallait ne compter que sur le vent pour notre électricité ?), la nécessité du recours à d'autres énergies pour pallier l'absence de vent... Rien de bien nouveau. Un conseil à Monsieur Ollier et ses pairs : qu'ils regardent la disponibilité de nos centrales nucléaires (60 % pour la centrale de Fessenheim depuis 3 ans) avant de parler d'intermittence. Suit un fort déplaisant développement sur "l'acceptabilité conditionnée au respect des paysages, des sites et des activités préexistantes" : véritable fourre-tout de tous les arguments des anti-éoliens sur le plan du respect des paysages.

On invoque les "140 à 150 mètres" de hauteur des éoliennes mais sans mentionner – ne serait-ce qu'à titre de comparaison – les 150 mètres de hauteur des

tours de refroidissement des centrales nucléaires. On parle de "mitage du territoire", en appelant à la rescousse l'Académie des Beaux-Arts, ardent défenseur de la tradition française mais qui ne s'est jamais trop préoccupée des quelques 200 000 pylônes à Haute Tension qui parsèment la France. Le rapport Ollier va même jusqu'à évoquer, à propos du littoral, une "distance de sauvegarde de 10 km côté terrestre et de 20 km sur mer". Mais que faire alors des centrales nucléaires de Gravelines, Penly, Paluel, Flamanville, le Blayais, qui sont au bord des côtes (en violation de la loi littoral, ceci dit en passant) ?

Et que dire des quelques très aléatoires propositions qui clôturent ce rapport, qui ne sont pas toujours en adéquation avec son contenu ?

- Mise en place de schémas régionaux de l'éolien ? Une garantie que rien de neuf ne pourra se construire avant plusieurs années, compte-tenu du temps mis à élaborer de tels schémas.

- Mise en place d'un seuil de puissance ? Ce n'est rien d'autre qu'un appel du pied aux opposants à "l'éolien industriel", et qui prétend empêcher de fait toute création de faible puissance, mieux adaptée à une commune moyenne, à un territoire.

- Distance minimale de 500 mètres entre éolienne et "locaux d'activités préexistants" ? Mais le rapport Ollier aurait mieux fait d'évaluer l'opinion des (rares) riverains situés à 300 mètres des installations existantes, au lieu de se contenter d'annoncer une nouvelle distance sortie d'on ne sait où...

- Classement des éoliennes ? Mais de fait, lorsque l'on mesure les chicaneries de toutes sortes qui entravent tout nouveau projet, ce classement existe déjà...

- Obligation de constituer des provisions pour "démantèlement des installations en fin de vie" : Cela serait effectivement une bonne idée, si elle devait s'appliquer à toute structure de production d'énergie... et commençons donc par la dizaine de réacteurs nucléaires arrêtés depuis une vingtaine d'années...

Quant aux recommandations finales, ce qu'il faut bien appeler des vœux pieux montre le peu de sérieux de ce rapport. Soyons charitables et n'en disons pas plus... À la lecture de ce rapport, on s'aperçoit que bien évidemment, les conclusions préexistaient à la rédaction du texte, puisque ces conclusions ne reprennent que très partiellement le problème des "nuisances" et pas du tout le long développement financier. La réponse est simple, trop simple peut-être pour quelques députés : à la suite du Grenelle de l'environnement, la France a prétendu choisir de s'engager résolument sur la voie de la réduction des gaz à effet de serre, et sur celle des énergies renouvelables. Pour ce dernier cas, il est clair qu'à l'heure actuelle, seul l'éolien dispose d'une technologie suffisamment maîtrisée pour faire face aux nécessités du Grenelle. L'incitation financière — que l'on pourrait discuter,

à condition que l'État prenne en charge la réalisation d'un "plan éolien", comme il l'a fait pour le nucléaire — vient en renfort pour rendre cette énergie particulièrement attractive pour les investisseurs privés.



Mais la France s'est imposé la poursuite du nucléaire. Et là, rien ne va plus. En dehors de notre pays, quel pays industrialisé envisage encore sérieusement d'investir lourdement dans le nucléaire ? Même la sacro-sainte AIEA (Agence Internationale pour l'Énergie Atomique) n'envisage qu'une lente décroissance de la part de l'atome dans l'énergie mondiale. Notre pays ne peut pas à la fois poursuivre cette aventure nucléaire qui nous entraînera fatalement à l'impasse technologique, financière autant que sociale, et prendre le risque de voir les énergies renouvelables se développer à un point où le nucléaire deviendra inutile, voire néfaste.

Il ne reste donc au pouvoir nucléaire, et à son allié objectif, le pouvoir politique actuel, qu'à tenter, à force de rapports et de recommandations alambiquées, de freiner autant qu'il est possible le développement des énergies renouvelables qu'il promeut pourtant officiellement. De ce combat d'arrière-garde, les seuls perdants seront en définitive nos industriels, empêchés de construire une industrie de l'énergie renouvelable, et les Français, appelés à compenser les pertes d'AREVA, à soutenir financièrement la recherche sur le nucléaire (entre 8 et 12 % du budget de la recherche civile), et à subir une stratégie énergétique vieille de plus de trente ans, empêtrée dans ses contradictions, et qui risque bien de finir dans un Tchernobyl à la française.

**Jean-Marie Brom**

Administrateur du Réseau "Sortir du nucléaire"

# Des coopératives dans le vent

**Le Danemark est devenu le pays de l'éolien en partie grâce à la multiplication, dès 1980, de coopératives de petits investisseurs locaux. Ce mouvement trouve aujourd'hui un second élan, encouragé par l'obligation d'impliquer la population locale dans les nouveaux projets.**

La neige, tombée en quantité la nuit précédente, lisse le chaos de la décharge d'ordures d'Avedøre Holme, principale zone industrielle de l'agglomération de Copenhague, sur la commune de Hvidovre. Une des plus grosses centrales thermiques du pays crache son panache sombre, pressé vers la baie par une brise de nord-ouest piquante. Le vent fait aussi travailler trois éoliennes majestueuses, plantées au pied du rivage. Depuis octobre 2009, les immenses pales balaient une surface de 107 mètres de diamètre, dans un chuintement étonnamment discret. Leurs propriétaires tenaient à contribuer au prestige de l'éolien danois, avant l'ouverture du sommet des Nations unies sur le climat. L'énergie du vent couvre plus de 20 % de la demande en électricité du pays – record mondial.

Les turbines de Hvidovre se distinguent par leur puissance – 3,6 mégawatts (MW) chacune – mais aussi par leur mode de financement. Si deux d'entre elles sont détenues par Dong Energy, le premier énergéticien du pays, la troisième appartient à Hvidovre Vindmøllelaug, une coopérative de

plusieurs milliers de petits investisseurs. Lene Vind, salariée de l'association Agenda 21 à Copenhague en charge de l'administration de la coopérative, a acquis cinq parts<sup>1</sup>, correspondant à la consommation électrique moyenne d'une famille. Lene Vind vient de convaincre son mari de l'imiter. *"C'est un geste très concret pour participer, en tant qu'individu, à la réduction des émissions de gaz à effet de serre."*

## La tradition coopérative

Pays de l'éolien, le Danemark est aussi celui d'une solide expérience coopérative. Un mouvement qui connut un essor considérable au XIXe siècle, puisant son énergie dans la traditionnelle solidarité villageoise. Et quand le Danemark a décidé de miser sur l'éolien<sup>2</sup>, les militants écologistes se sont mobilisés en suscitant la création, dans les campagnes, de petites coopératives pour acquérir et ériger une machine, parfois plus. La première d'entre elles fut constituée en 1980 près d'Aarhus, dans le Jutland. *"Un élan déterminant pour le décollage de l'éolien"*, explique Henrik Skotte, économiste à l'Association danoise des propriétaires d'éoliennes.

### Notes :

**1** : Ce qui équivaut à 1 000 kWh de production (un standard au Danemark). Valeur : 5 000 couronnes danoises, environ 670 euros. Jusqu'à cinq parts, le coopérateur ne paie pas d'impôt.

**2** : Suite au rejet de l'énergie nucléaire, sanctionné en 1985 par une consultation populaire.

## Le Danemark remet le turbo

Pionnier et leader dans presque tous les secteurs de l'éolien – construction, installation, exportation, érection de parcs maritimes, etc. –, le Danemark affiche depuis 2008 un nouveau plan d'expansion très ambitieux, après un coup d'arrêt provoqué en 2002 par la politique libérale du nouveau gouvernement. En particulier, c'est aujourd'hui le retour d'un tarif préférentiel garanti très incitatif pour l'achat d'électricité éolienne par le réseau\*.

D'ici à 2025, le Danemark compte doubler la part des renouvelables dans la production d'énergie et abaisser sa consommation d'énergie à son niveau de 1975. Avec un rôle clef pour le vent : il couvrirait 50 % de la demande nationale en électricité! Pour cela, le pays veut mettre le paquet sur les parcs maritimes, qui totalisent déjà 630 MW, soit environ 20 % des 3 400 MW de la capacité nationale. Plusieurs projets sont à l'étude, de 200 à 600 MW de puissance chacun. Peu de nouveaux parcs terrestres – les sites sont déjà presque tous occupés. En revanche, comme à Hvidovre, l'État favorise leur montée en puissance avec le remplacement de petites turbines hors d'âge par des modèles plus importants et bien plus productifs.

\* 3,3 c€/kWh au-dessus du prix du marché, qui était en moyenne de 4,7 c€/kWh en 2009.



Les investisseurs sont recrutés parmi les riverains (familles, collectivités, PME, etc.). Participation locale, concertation et répartition équitable des bénéfices financiers générés par la vente du courant sont déterminantes pour l'acceptation par la population de cette irruption de pales dans le paysage danois. Début 2000, on comptait quelque 5 200 éoliennes et 70 % des Danois se déclaraient favorables à la poursuite de leur expansion. *"Les enquêtes le montrent bien : dans tous les cas, le degré d'acceptation est plus élevé à proximité des coopératives que dans les régions qui en sont éloignées !"*, relève Hans Sørensen, ingénieur consultant et militant historique pour les énergies renouvelables.

Un modèle dominant jusqu'au milieu des années 1990 : 60 % des turbines danoises étaient détenues par des coopératives.

Un tournant intervint ensuite : les turbines gagnèrent en taille et le gouvernement fixa des objectifs de développement ambitieux. Des investisseurs importants — particuliers, institutionnels — entrèrent alors en scène. *"Le business a peu à peu supplanté l'esprit associatif, évincé la population et capté les profits"*, résume Hans Sørensen. Une partie de l'opinion commença alors à donner des signes d'irritation contre l'éolien.

### L'emblème Middelgrunden

Pourtant, quelque 100 000 petits investisseurs détenaient encore 15 % des éoliennes du pays en 2009 : l'esprit coopératif danois reste robuste. Il l'a même démontré de belle manière avec le parc de Middelgrunden, initié en 1996.

Hans Sørensen, déjà à l'origine de quelques projets participatifs comme celui de Lynetten, dans une zone portuaire de Copenhague, se remet à l'oeuvre. Avec ses compères, il se pique de doter la capitale d'un parc éolien à 3,5 kilomètres de la côte, le plus important projet maritime de l'époque : un parc de 20 aérogénérateurs de 2 MW chacun. Les militants proposent que la moitié du capital soit détenue par une coopérative de particuliers ! L'engouement est immédiat... Quand le site entre en service, en 2000,



© Patrick Piro

Visite de coopérateurs sur le site de Middelgrunden, qui détiennent 50 % du parc.

Middelgrunden regroupe le nombre impressionnant de 8500 petits investisseurs — un record mondial, et la relance du mouvement coopératif sur le terrain insoupçonné des parcs éoliens de grande taille !

Dix ans plus tard, malgré certains problèmes de maintenance — indépendants de la gestion coopérative —, la rentabilité financière dépasse les prévisions de 10 % ! *"L'assemblée générale annuelle est toujours bondée, les coopérateurs manifestent un attachement fort pour leurs éoliennes"*, constate Lene Vind, dont l'association Agenda 21 administre la coopérative, comme à Hvidovre. Plus d'un millier de personnes s'inscrivent sur la liste d'attente pour acquérir des parts de Middelgrunden, dans l'expectative — rare — que des possesseurs en cèdent.

D'autres projets suivent, comme ces 23 MW sur l'île de Samsø (côte est du Jutland), coopérative fondée par les habitants et la municipalité qui veulent atteindre le "100 % électricité renouvelable". Et en 2008, pour soutenir une relance nationale de l'éolien (voir encadré p. 22), le gouvernement instaure une réglementation importante dans le but de préserver l'adhésion de la population, et de prévenir les conflits engendrés par les parcs de grande taille : elle stipule notamment que tout nouveau projet



© Patrick Piro

Le Danemark compte 10 fois plus d'éoliennes que la France par nombre d'habitants.

terrestre doit proposer au moins 20 % de son capital à des petits investisseurs locaux (dans un rayon de 4,5 kilomètres autour du site). Au bout d'un mois, si toutes ces parts réservées n'ont pas été souscrites, elles sont proposées aux autorités locales, avant que l'opérateur n'en retrouve la maîtrise en cas de manque d'intérêt.



© Berndt Nielsen

Propriétaires d'une "petite" éolienne: un mât de 74 m de haut et une puissance de 900 kW.

Dong Energy, Vattenfall et les autres ont discerné l'intérêt de jouer activement le jeu de la participation obligatoire... en favorisant l'émergence de coopératives ! "C'est même devenu une stratégie pour eux, constate Hans Sørensen. Je connais une dizaine de nouvelles coopératives en gestation suite à cette contrainte légale."

Et plutôt que d'envoyer leurs émissaires, les énergéticiens – perçus avec méfiance –, parler à la population, ils s'en remettent volontiers à des militants experts de l'ingénierie associative – considérés comme plus dignes de foi.

**Notes :**

**3 :** Soit la fourniture d'une éolienne de 3,6 MW tournant près de 3 000 heures par an à pleine puissance.

**Priorité aux locaux**

À Hvidovre, où les trois machines de 3,6 MW sont venues remplacer treize anciens petits aérogénérateurs de 300 kW, il a été décidé que le capital de l'éolienne coopérative serait prioritairement réservé à la population locale. "Nous nous efforçons d'être le plus objectif possible quant aux inconvénients potentiels – impacts sur paysage, bruit, etc., explique Hans Sørensen. Il ne sert à rien de passer en force, ça nous retombe toujours dessus un jour..." Début 2010, 30 % des membres de la coopérative étaient habitants de Hvidovre, y compris son président, vieux forgeron et conseiller municipal. La commune a des revenus modestes : les acquéreurs se limitent en moyenne à trois parts. Aussi, pour s'assurer d'atteindre son objectif "100 % de petits investisseurs", la coopérative a ouvert un guichet de présouscription à tout le Danemark, tout en conservant la priorité aux habitants de Hvidovre. Début 2010, 70 % des 10 700 parts du capital<sup>3</sup> étaient acquises, par 2 100 coopérateurs. Hvidovre Vindmøllelaug a jusqu'au mois d'août pour rembourser Dong Energy, qui a avancé les fonds pour l'érection de la turbine. À défaut, l'entreprise pourrait acquérir le reliquat de capital non souscrit. "Nous sommes confiants", confie Hans Sørensen. Des centaines de candidats se sont déjà manifestés, déserteurs notamment de l'invariable liste d'attente de Middelgrunden...

**Patrick Piro**

Article paru dans La Maison écologique n°56 (avril-mai 2010)

**La pratique coopérative**

Au Danemark, quand on a un projet collectif, on convoque une grande réunion publique en fin d'après-midi. Si la mayonnaise prend, on fait un appel à volontaires pour former un groupe de travail ad hoc, et c'est parti..." Cette procédure inaugurale, Hans Sørensen l'a déjà pratiquée avec succès à plusieurs reprises pour fonder des coopératives éoliennes. Au Danemark, il est aisé de lancer des appels publics à l'investissement – contrairement à la France où ils sont très encadrés.

Avant l'établissement formel de la coopérative, ses instigateurs constituent une "ONG" (il suffit de trois personnes), dont les membres se répartissent le travail. Il consiste d'abord à se mettre d'accord avec un maître d'oeuvre industriel – Dong Energy dans le cas de Hvidovre et Middelgrunden –, pour négocier trois grands chantiers : le choix de la turbine, le gros oeuvre, et le raccordement au réseau.

Les membres d'une coopérative sont généralement avertis des points forts de la vie de l'association par son site internet et un bulletin d'actualités semestriel. Ils peuvent se contenter de ne participer qu'à l'assemblée générale annuelle. À la méga coopérative de Middelgrunden, le conseil d'administration se réunit cependant au minimum tous les deux mois.

Une coopérative n'a pas besoin de salariés. La maintenance est sous-traitée, tout comme l'administration – l'équivalent d'un mi-temps pour Hvidovre (photo ci-dessus), assuré par Agenda 21. S'ajoutent quelques heures de conseil sur des aspects spécifiques (ingénierie administrative, gestion, etc.). En général, un des membres est rémunéré (de 2 500 à 4 000 euros par an) pour surveiller la production, et intervenir le plus rapidement possible en cas de défaillance. Car le recours au service de maintenance implique habituellement un délai d'intervention de 72 heures, considéré comme prohibitif pour des installations aussi rentables... "Or bien souvent, il ne s'agit que de la déconnexion d'une turbine à l'occasion d'une petite anomalie passagère de tension sur le réseau, explique Hans Sørensen. Il suffit alors de la réenclencher." Ce qui peut être fait à distance, via internet par le "surveillant". Une étude menée en 2008 sur la gestion de la coopérative de Middelgrunden montre qu'elle n'a rien à envier aux performances des dix éoliennes voisines de Dong Energy : une disponibilité de 98 %, une production supérieure aux prévisions, et des coûts de gestion et de maintenance modestes, inférieurs à 1,5 c€/kWh.



DR

# De bonnes nouvelles !

## Une commune bretonne en pointe sur l'autonomie énergétique

Une communauté de communes qui ose miser sur l'autonomie énergétique en faisant rouler les tracteurs à l'huile de colza, en montant un parc éolien, en construisant des bâtiments basse consommation, en créant des réseaux de chaleur et tout cela en France, ça paraît impossible en 2010.

Et pourtant, c'est bien ce que réalisent les Bretons de la communauté de communes du Mené. Dès 2005, ces 6500 habitants ont compris l'enjeu énergétique et ont su mettre en œuvre des moyens locaux pour arriver à l'autonomie.

Une huilerie est sortie de terre en 2007 et procure à une soixantaine d'agriculteurs un carburant au prix constant de 40 centimes d'euros. Une usine de méthanisation sera mise en service cet été et permettra de traiter 35 000 tonnes de lisier chaque année. Un parc éolien fournira à moyen terme 70 gigawatts/h et les réseaux de chaleur chauffent déjà certains bâtiments publics et un nombre croissant d'habitations. Toutes ces mesures permettront de diviser les factures par 3. C'est pour l'instant unique en France.

La communauté de communes du Mené a reçu le Prix d'excellence lors des assises nationales des territoires et des énergies renouvelables. Vivement les imitations !

[www.mene.fr](http://www.mene.fr)

## Le solaire citoyen s'organise

Mise en service le 17 mars dernier, la centrale photovoltaïque de Pic-Bois, à Brégnyer Cordon dans l'Ain est la plus importante installation française faisant appel à l'investissement citoyen. Le projet a été financé à 35 % par un appel à l'épargne : 155 personnes ont souscrit. Cette installation devrait produire chaque année 230 000 kWh, soit la consommation d'environ 40 familles.

Le courant produit sera totalement vendu à EDF. Cela permettra de rétribuer les investisseurs particuliers (qui percevront une rémunération proche des performances d'un livret épargne), et de rembourser les banques (Banque de Savoie et NEF) qui ont complété le financement. L'entreprise Pic-Bois (spécialiste de la signalétique en bois) qui accueille les 1 700 m<sup>2</sup> de panneaux solaires sur son toit, recevra également une redevance déduite de ce revenu.

Le montage du projet et son suivi technique sont assurés par l'association Hespul, via la société Solira développement. Après avoir trouvé un toit adéquat pour recevoir des panneaux solaires, Solira se charge du montage financier puis de l'exploitation de l'installation aussi bien sur des édifices publics que privés.

A noter que l'association Hespul avait déjà rassemblé les fonds d'une souscription citoyenne en 1992 pour installer la première installation photovoltaïque française raccordée au réseau... juste en face de la centrale de Superphénix. Elle fonctionne toujours, 18 ans après.

[www.solira.fr](http://www.solira.fr)

Ci-dessous :  
Centrale solaire de Pic-Bois



## À l'éolien, citoyens!

L'association Éoliennes en Pays de Vilaine (EPV) peut être fière du travail accompli. Elle a obtenu en juillet dernier le permis de construire d'un parc éolien de quatre éoliennes, soit 8 MW. Ce projet d'éolien citoyen s'installera sur la commune de Béganne (56) et n'a pas déclenché les foudres d'opposants. L'association qui porte le projet depuis 2005 a été amenée à créer une SARL, Site à Watts, pour le développer. Les membres d'EPV ont ainsi réuni un capital de 250 000 €, avec la participation du Conseil général de Loire-Atlantique, pour financer les études préalables (vent, faune, flore, impact, etc.). L'association est aussi soutenue depuis 2005 par la Région Bretagne pour le financement d'un salarié. Pour la construction du parc, Sites à Watt participera au financement aux côtés de collectivités, du fonds d'investissement de la Région Bretagne et de citoyens. L'équipe travaille en effet au montage d'une structure juridique pour lancer un appel public à l'épargne au niveau national d'ici à l'automne 2010. Site à Watts espère enfin obtenir début 2010 un second permis de construire pour un parc de même taille en Loire-Atlantique... et va embaucher un deuxième salarié.

Source : La Maison écologique,  
n° 55 de février-mars 2010

## Des cellules solaires sans silicium ?

La plupart des cellules solaires sont faites à base de silicium pur, un matériau assez cher à produire. Différentes pistes de recherches sont explorées pour trouver une matière première moins onéreuse. Entre autres, la possibilité de provoquer une électrolyse dans un milieu liquide placé entre deux vitres. Benoît Marsan, professeur au Département de chimie de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) a publié à l'automne 2010 un article dans la revue *Nature Chemistry* qui présente un procédé non corrosif et non coloré. Ce procédé annonce l'objectif de descendre le prix du Watt solaire autour de 1 dollar contre 6 dollars actuellement pour les photovoltaïques au silicium.

D'après *Energine*

## A Besançon, les économies d'énergie financent le nouvel éclairage public

La Ville de Besançon investit dans les économies d'énergie pour l'éclairage public. Les lampadaires vétustes vont être renouvelés et les ampoules remplacées. L'éclairage sera également régulé pour éclairer moins intensément pendant une partie de la nuit. L'investissement de 1 million d'euros sera remboursée en dix ans grâce aux économies réalisées sur les factures d'électricité. Un record, quand on sait que le délai moyen de retour sur investissement dans l'éclairage public est de 30 à 40 ans. D'après le journal du développement durable

## Baromètre de l'ADEME : Les Français pour les renouvelables

97 % des Français sont favorables au développement des énergies renouvelables, d'après le baromètre de l'ADEME dont les résultats ont été publiés en février dernier. 97 % des sondés accepteraient d'installer des panneaux solaires sur le toit de leur maison. 77 % sont favorables à l'installation d'éoliennes en France tout en souhaitant majoritairement qu'elles soient à plus d'un km de chez eux. [www.ademe.fr](http://www.ademe.fr)

## L'éolien en tête des constructions de centrales énergétiques en Europe

Pour la deuxième année consécutive, l'éolien se place en tête des constructions de centrales énergétiques en Europe devant le gaz, avec 39 % des nouvelles unités de production, d'après l'association autrichienne des producteurs d'énergie éolienne, IG Windkraft. L'association précise que les énergies renouvelables représentaient l'an dernier 62 % des nouvelles constructions de centrales sur le continent. Avec 76 000 mégawatts produits, l'électricité d'origine éolienne couvre 4,5 % des besoins



européens. Sur cette production, quelque 10 500 mégawatts provenaient d'installations nouvelles. Nouvelle installation nucléaire : néant !

L'Union européenne s'est fixé pour but de porter à 20 % la part des renouvelables dans sa consommation d'énergie d'ici 2020. En mars, la Commission s'est dite optimiste quant à la réalisation de cet objectif. Selon ses chiffres, 20,3 % de l'énergie consommée sera alors de sources renouvelables. En 2009, la part de l'énergie issue de sources renouvelables était de 9 % dans l'UE, dont 63 % provenaient de la biomasse et des déchets biologiques.

D'après *Romandie News - AFP*

## L'éolien mondial devrait doubler en 5 ans

29 % : c'est le taux de croissance annuel du parc éolien mondial ces 10 dernières années, selon le rapport d'avril 2010 du GWEC (Global energy council, qui regroupe les acteurs mondiaux de l'éolien). Alors que l'éolien mondial comptabilisait une puissance installée de 159 GW fin 2009, le GWEC estime que la puissance éolienne mondiale devrait dépasser les 400 GW en 2014, soit plus que doubler en 5 ans. Actuellement, l'Europe est le continent qui possède le plus d'éoliennes dans le monde, mais l'Asie devrait la dépasser dès 2013.



# 8<sup>e</sup> Rencontres d'été 2010 du Réseau "Sortir du nucléaire"

Venez à Bois Aux Cœurs, à Joigny (Yonne) pour partager avec nous un moment, une journée ou une semaine entre le 11 et le 18 août 2010.

Cette année, c'est le groupe Sortir du nucléaire 89 qui accueille cet événement. François Mativet, l'un des membres de ce groupe nous raconte comment tout ceci s'est organisé...

Lors du Forum Social Local à Joigny, en octobre 2009, j'ai rencontré André Larivière, qui depuis des années est l'un des principaux organisateurs des Rencontres d'été du Réseau. Assez rapidement, l'idée a germé que notre groupe, Sortir du nucléaire 89, pourrait accueillir les prochaines Rencontres chez nous, à Joigny, dans l'Yonne.



© Eriq Ozeas

Aussitôt, nos réseaux locaux se sont activés. Premier problème à résoudre, le lieu. Il fallait que le terrain soit suffisamment vaste pour accueillir campeurs, camping-cars, ateliers, cuisines, etc. ; mais aussi qu'il soit facile d'accès, suffisamment éloigné des habitations pour ne pas gêner, avec du bâti pour se mettre à l'abri et, si possible, joli et agréable - ça ne gâche rien.

Après nombre de recherches infructueuses auprès de copains agriculteurs, après de nombreuses balades en voiture, en VTT et à pied, la chose ne s'annonçait pas simple. J'avais repéré un centre aéré en lisière de forêt qui paraissait l'endroit idéal. Mais évidemment, ce centre aéré était occupé par les jeunes au mois d'août. C'est alors que j'ai pensé au relais de chasse voisin de Bois Aux Cœurs. Terrain et maison appartiennent à la ville de Joigny et sont prêtés aux chasseurs moyennant aménagement et entretien. En août la chasse étant fermée, il serait disponible !

Notre première demande officielle suscita un petit tsunami dans les rangs de l'équipe municipale : ces dangereux militants ne vont-ils pas faire du grand n'importe-quoi dans la ville ? Et puis ils sont combien ? Vont-ils manifester ? Je vous passe la litanie des fausses idées qu'il a fallu patiemment démonter et des arguments qu'il a fallu avancer. Au final, nous avons obtenu un accord de principe unanime ! Instructif quant à l'image et le manque de connaissances que peuvent avoir certaines personnes de nous, militants antinucléaires !

Fin janvier, l'équipe de bénévoles qui coordonne chaque année les Rencontres est venue à Joigny pour valider le lieu et dresser la liste de tous les besoins. Un grand moment d'échanges et de convivialité qui nous permit de mieux nous connaître afin de mieux organiser ensemble !

Il me restait une dernière épreuve concernant ce terrain. Sans que ce soit obligatoire, je tenais à avoir l'accord des chasseurs. J'ai réussi non sans mal à caler un rendez-vous en mairie avec le président de la société de chasse et quelques chasseurs, en présence du maire. J'appréhendais beaucoup cette rencontre, ce fut finalement facile. Je suis tombé sur des gens intelligents qui, sans pour autant partager nos valeurs, ont très vite compris ce que nous voulions.

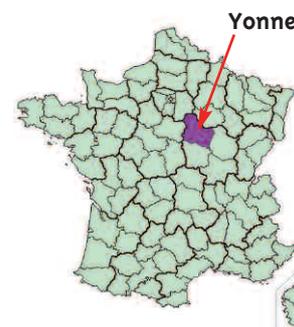
Au cours de la conversation, j'ai évoqué le problème du parking. Ô miracle, l'un des chasseurs présents possédait un terrain très adéquat, qu'il nous a mis à disposition gracieusement. Comme il est producteur de vin, et fait des efforts notables pour respecter l'environnement, nous avons décidé d'organiser une dégustation chez lui le dernier jour des Rencontres ! En se quittant, ils conclurent : "on a quand même une mauvaise image, nous les chasseurs". Ce à quoi je répondis que nous autres antinucléaires n'avions souvent rien à leur envier en terme de mauvaise image. Eclat de rire général !

Ouf, le plus dur est fait. Pour la première fois des Rencontres se tiendront sur un lieu public prêté par une commune. Ce sera aussi la première fois qu'elles se tiendront dans un site aussi central dans notre pays. La vaisselle et les ustensiles de cuisine nous seront prêtés par un IME voisin ; des copains qui font pousser des bambous vont nous en prêter pour faire des tipis pour abriter les ateliers ; ça commence à prendre tournure ! Reste tout ce qu'on a oublié, quelques impondérables, mais les Rencontres d'été sont maintenant bien lancées. En espérant que ce récit vous aura donné envie de venir, je tiens à préciser que la photo ci-jointe de Bois Aux Cœurs ne reflète que très partiellement la magie du lieu.

**François Mativet**  
Sortir du nucléaire 89

Le programme complet des Rencontres d'été est joint à cette revue.  
Il est également consultable sur [www.sortirdunucleaire.fr](http://www.sortirdunucleaire.fr)

Colonne de gauche :  
Le site de Bois Aux Cœurs,  
à Joigny, qui accueillera  
les Rencontres d'été.  
Voir aussi couverture  
du présent numéro.



## Contacts :

Pour inscription des participants,  
questions diverses ou éventuel  
co-voiturage :

◆ Monique Labarthe  
Tel : 04 90 09 66 95  
Mail :  
[labarthe.monique39@orange.fr](mailto:labarthe.monique39@orange.fr)

Pour éventuels intervenants  
et proposition d'ateliers :

◆ Sophie Morel  
Tel : 02 31 96 87 80  
& 06 83 55 15 24  
Mail : [sph.mrl@gmail.com](mailto:sph.mrl@gmail.com)

# Le Réseau, c'est vous ! Cette revue, c'est la vôtre !

Vous souhaitez réagir ou faire une proposition d'article au Réseau "Sortir du nucléaire" ?  
N'hésitez pas à écrire à : [xavier.rabilloud@sortirdunucleaire.fr](mailto:xavier.rabilloud@sortirdunucleaire.fr)

## Censure pro-nucléaire sur le Figaro.fr

J'ai essayé en vain de poster un commentaire sur le site du Figaro... Et voici le message qui m'a été renvoyé. Je ne respecte pas la charte de modération du Figaro !!!

Rémi Filliau

From: moderationweb@lefigaro.fr  
Subject: votre message a été rejeté

Bonjour Rémi Filliau, Votre message et/ou contenus/contenu a été modéré. Votre contenu ne respecte pas la charte de modération du figaro.fr

Rappel de votre message :

Au vu de la dangerosité du réacteur EPR, il est scandaleux de prétendre l'exporter à l'étranger. L'EPR ne résisterait pas à la chute d'un avion de ligne, son système de pilotage l'expose à un risque d'accident grave, et trois Autorités de sûreté nucléaire ont émis de sérieuses réserves quant à sa sûreté. [...] Sur le plan économique, vendre l'EPR à l'étranger est une stratégie perdant-perdant. Les déboires et les retards sur le chantier finlandais sont tels que TVO, l'exploitant finlandais, réclame 2,4 milliards d'euros de pénalités.

Au final, le surcoût de 2,4 milliards d'euros sera supporté par les contribuables français. De ce fait, les débouchés internationaux de l'EPR sont plus que restreints : à l'instar d'Abu Dhabi, il est fort probable que de nombreux clients se détournent de ce réacteur cher, dangereux et inconstructible. Quant aux rares pays qui se sont montrés intéressés, comme l'Italie, ils n'ont toujours pas trouvé de site. Selon toute probabilité, la seule perspective internationale pour l'EPR, si la construction d'un EPR à Penly a lieu, sera la vente de courant à bas prix à la Grande-Bretagne, aux frais des Français ! L'EPR est l'éléphant blanc de l'industrie nucléaire, à tel point qu'Areva et Mitsubishi tentent maintenant de vendre un réacteur de 1000 MWe (Atmea). Mais même la montée en puissance de nouveaux modèles, qu'ils soient français ou étrangers, ne suffira pas à enrayer l'inexorable déclin du nucléaire au niveau mondial. Dans les 20 prochaines années, la moitié du parc nucléaire mondial aura fermé et les rares annonces de nouvelles constructions ne contrebalanceront pas la tendance. Même avec des investissements massifs, les capacités industrielles limitées et l'épuisement programmé des réserves d'uranium condamnent les perspectives de la filière.

L'avenir est aux économies d'énergie et aux renouvelables. Mais la France, en dépit de tout bon sens, fait le choix de plomber les alternatives et de soutenir une filière dangereuse et moribonde !

## Témoignage : Tchernobyl, une douloureuse prise de conscience

J'ai travaillé quelques années dans différentes centrales nucléaires européennes et américaines. J'ai apprécié la logique et les attentions très précautionneuses des techniciens rencontrés en Belgique, Finlande, Allemagne, Suède, France, USA. Je faisais également des statistiques sur les centrales nucléaires japonaises. Mais environ au même moment, il y a eu Tchernobyl (en 1986), j'ai compris le grave danger que cette industrie représentait. J'ai été très touchée, d'autant plus qu'étant corse par mon père, j'ai su que le nuage radioactif avait irradié le sud-est de la France et plus encore, la Corse... malgré le silence des autorités de sûreté de la France en liaison avec le CEA. De tout coeur avec vous...

Marie B.



Chaîne humaine de 120 000 personnes en Allemagne (voir article p.14)

## Vos réactions à nos turbulences internes

*Comme nous vous l'avons évoqué dans notre dernière revue, le Réseau "Sortir du nucléaire" traverse depuis quelques mois une période délicate en interne. Un conseil d'administration (CA) temporaire a été élu lors de la dernière assemblée générale (AG) de notre association, en février 2010. Une nouvelle élection doit avoir lieu lors d'une AG exceptionnelle, les 19 et 20 juin.*

*Depuis l'AG de février, plusieurs personnes orchestrent un travail de déstabilisation via internet pour mettre en doute l'engagement antinucléaire du Réseau "Sortir du Nucléaire". Ils mettent en cause les bénévoles du Conseil d'Administration, et notamment leur décision de licencier pour faute grave l'un des salariés et porte-parole de l'association, Stéphane Lhomme.*

*Cette crise interne a coïncidé avec une période où la situation financière de l'association était inquiétante, ce qui a nécessité un appel à dons "5000 mercis" au mois d'avril. Vous avez heureusement été nombreux à répondre à cet appel, ce qui nous a permis de sortir de la zone rouge au niveau financier. Soyez-en chaleureusement remercié.*

*En cette période de doutes et de remous, vous avez été très nombreux à nous écrire. En majorité vous nous exprimez*

*vos soutiens et votre confiance ; parfois des doutes ou des critiques. Nous n'avons pu répondre individuellement à chacun-e, mais nous tenons à vous remercier pour vos messages. Pour la plupart, ils démontrent votre clair engagement à nos côtés dans ce combat quotidien que nous menons pied à pied contre le nucléaire.*

*Tout en menant de front la lutte antinucléaire, nous travaillons à sortir de ces difficultés "par le haut" pour que le Réseau reste l'acteur incontournable et efficace des luttes antinucléaires. Alors que vous lisez ces lignes, l'Assemblée générale des 19-20 juin a déjà eu lieu. Mais à l'heure du bouclage de cette revue, cette AG reste devant nous.*

*Si vous souhaitez en savoir plus sur notre situation interne, n'hésitez pas à consulter le site d'information : [www.sortirdunucleaire.org/info](http://www.sortirdunucleaire.org/info)*

*Ce site vous donne accès à tous les documents relatifs à nos Assemblées générales, aux messages du Conseil d'Administration, ainsi qu'à une foire aux questions les plus fréquentes.*

*Vous pouvez aussi nous téléphoner au 04 78 28 29 22 pour plus d'explications.*

### Quelques-uns de vos nombreux messages...

Je vous apporte tout mon soutien. Gardez courage et BRAVO pour votre contribution à faire avancer la date du renoncement au recours au nucléaire, qu'il soit civil et militaire ! Faire également avancer la date où l'homme cessera de "jouer à l'apprenti sorcier", cessera de faire prendre des risques, dont il n'a d'ailleurs pas conscience, aux générations futures et actuelles !

**Didier B.**

Tout cela est bien regrettable mais le plus important c'est sortir du nucléaire et je continuerai, avec mes faibles moyens actuels, à vous soutenir comme j'ai soutenu Stéphane Lhomme dans ses difficultés (docs confidentiels EPR). Merci merci merci.

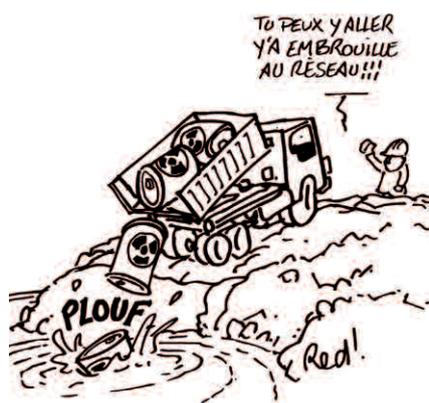
**Catherine**

Le vieil adhérent du "Réseau" mais surtout le militant local anti-nucléaire, est profondément écoeuré par "l'affaire" jusqu'à regretter d'avoir cotisé durant de nombreuses années. (...) Vivement qu'on n'en parle plus, et je ne veux surtout pas savoir qui a tort qui a raison. Malgré mon énorme déception, je souhaite que continue la lutte, qu'elle soit du "Réseau" ou d'ailleurs. Avec mes regrets, mais il fallait que je le dise.

**Jean B.**

Je vous considère encore plus courageux de supporter ces attaques alors que vous vous battez déjà contre un monstre immense. On ne dit jamais bravo lorsqu'on le pense, on se plaint dès que possible. Pour un qui râle, il y en a plein qui vous aiment. Bises chaleureuses

**Jean B.**



A aucun moment je n'ai douté de la sincérité des hommes et des femmes qui s'investissent sans compter pour faire vivre et perdurer le Réseau, auquel je suis profondément attachée. J'espère que cessera bientôt toute cette polémique stérile qui ne rend service qu'au lobbying nucléaire ! Bonne continuation à tous et plein de courage à vous.

**Myriam C.**

Débrillez-vous avec vos problèmes internes mais la planète, les générations futures n'auront rien à foutre de vos

querelles. Ce n'est pas la peine d'encombrer nos boîtes mail avec vos règlements de compte dont nous n'avons rien à faire. IL Y A PLUS URGENT !!! Demain, c'est un EPR que nous aurons près de chez nous !!!

**Aline**

Merci pour votre volonté de garder contact avec les adhérents. Engagés dans pas mal d'assos, on sait bien que la relation associative, militance et employeur, amène souvent de sérieuses difficultés humaines. Bon courage !

**Hugues**

Même si les idées défendues sont justes, je pense que certains militants utilisent des moyens de pression injustes, dévastateurs et non humanistes pour arriver à leurs fins. Ces manipulations ressemblent trop aux mêmes manipulations utilisées par nos adversaires. Je déplore ce type d'attitude, et je pense qu'il faut rester humain en respectant les choix de chacun. Encore une fois, bon courage à vous.

**Guy F.**

Bravo pour votre courage et pour savoir faire face à une personne qui a un sacré problème d'ego, il me semble. Les gens sensibles et intelligents sauront faire la part du vrai dans toute cette histoire. Bonne continuation,

**Bénédictte**

## Des économies à faire dans la présentation de la revue ?

Nous avons reçu votre envoi du n°45 d'avril 2010 et vous remercions. Nous avons déjà envoyé un don pour permettre l'indépendance financière du Réseau, mais sommes surpris par la qualité de la couverture, le nombre de pages en couleur... Bref, nous pensons qu'il est possible sans doute de faire des économies dans la présentation de la

revue sans nuire aux informations contenues. Il est sans doute aussi possible de diminuer la fréquence de parution ?

Ce ne sont que quelques pistes de réflexion que vous avez peut-être déjà étudiées... mais nous avons envie de vous faire part de notre désaccord avec la politique suivie par le Réseau en ce qui concerne les publications.

M et Mme J., Pontarlier

### Réponse de la rédaction :

*Merci pour votre réflexion et votre soutien. Nous tenons à vous assurer que nous restons vigilants à ce que l'argent de nos donateurs soit utilisé à bon escient. En ce qui concerne nos publications, nous devons veiller à un juste équilibre : nos documents doivent rester économiques et écologiques, mais également assez attrayants pour sensibiliser à notre cause un public large, au-delà du cercle des militants convaincus. La revue "Sortir du nucléaire" est imprimée en couleurs, car le surcoût modique par rapport au noir et blanc est largement compensé par le fait que la revue touche ainsi un lectorat plus large. Elle est imprimée sur un papier recyclé de bonne tenue, qui est paradoxalement moins cher et moins polluant que les papiers d'apparence "terne" et "buvard" (dont l'apparence n'est plus aujourd'hui qu'un artifice pour montrer ostensiblement que l'on utilise du papier recyclé). Elle est publiée*

*tous les trimestres, un rythme qu'il nous semble important de maintenir. Pour tenir compte des difficultés financières traversées actuellement par l'association, nous avons cependant réduit la pagination à 36 pages (contre 44, voire 52, pour les numéros de 2009).*

*La diffusion d'information est une activité à part entière de nos actions contre le nucléaire, que de nombreux lecteurs apprécient et attendent manifestement, vu leurs retours favorables. L'abonnement de 12 euros par an représente un coût modique, qui suffit à couvrir les frais d'impression et d'envoi. Pour les personnes qui le souhaitent, il est toujours possible de demander à ne pas recevoir notre revue sous format papier - tous nos documents sont consultables gratuitement sur internet sur notre site [www.sortirdunucleaire.fr](http://www.sortirdunucleaire.fr)*

## Où se procurer des pastilles d'iode ?

Je voudrais savoir si vous connaissez un contact qui peut fournir de l'iode. Cette pastille magique, ou presque, qui protège la thyroïde en cas de radiation. C'est un vrai méli mélo pour s'en procurer car ils limitent la distribution géographiquement et quantitativement. Avec une ordonnance, on ne peut même pas s'en procurer en pharmacie car l'iode distribué par l'armée est gratuit et répond à un plan de distribution précis. C'est encore un autre scandale, pour ceux qui vivent à plus de 10 km, et qui n'ont pas le droit d'en avoir.

M. J

### Réponse de la rédaction :

**Tout d'abord un petit rappel : les pastilles d'iode sont préconisées en cas d'accident nucléaire, mais elles n'ont rien de magique ! Elles permettent d'éviter un cancer de la thyroïde, à condition d'avoir été prises avant une exposition à de l'iode radioactif. Elles n'ont absolument aucun effet sur les autres conséquences d'une irradiation... Il est assez compliqué de se procurer ces pastilles, mais le témoignage ci-dessous prouve que ce n'est pas impossible avec un peu de chance et d'obstination...**

## La pharmacienne avait des pastilles d'iode dans son portefeuille...

Pour dénicher des pastilles d'iode, j'ai fait le test dans 3 pharmacies de mon quartier : 2 pharmaciens m'ont considéré à moitié comme un extra-terrestre, à moitié comme un emmerdeur. L'un d'eux ne savait rien et va se renseigner (?), l'autre m'a affirmé que les pharmaciens ne peuvent pas commander ces pastilles hors situation accidentelle.

Une 3<sup>e</sup> pharmacienne a pu en commander en 24h auprès d'un grossiste en médicaments tout ce qu'il y a de normal, du nom d'OCP. Cette pharmacienne porte en permanence des pastilles d'iode dans son portefeuille et connaît la distance qui la sépare de la centrale du Bugey. De là à en déduire que seuls les pharmaciens anti-nucléaires (ou en tout cas conscients et inquiets de ses risques) sont un tant soit peu informés, il n'y a qu'un pas.

J'ai donc pu lui acheter une plaquette de 10 comprimés sécables, dont voici la boîte.

Alain S.





# Le casse-tête photovoltaïque

## Explication de texte sur les nouveaux tarifs photovoltaïques

© SunLand 21

La couverture de la Maison Zen, en Savoie, est entièrement constituée de modules solaires.

**Annoncés en novembre 2008, les nouveaux tarifs d'achat de l'électricité photovoltaïque ont été publiés dans un arrêté du 12 janvier 2010, complété trois jours plus tard par un arrêté correctif, et un mois après par un troisième arrêté précisant le traitement des projets en cours ! Vous avez le tournis ? Essayons d'y voir clair...**

Le très vertueux dispositif du tarif d'achat de l'électricité solaire a été inventé et appliqué avec succès Outre-Rhin, avant d'être repris en France. Il reste indispensable pour s'engager dans un projet d'installation photovoltaïque, sauf à accepter de payer le prix fort. Longtemps à la traîne, la France se singularise depuis 2006 par une priorité affirmée à "l'intégration au bâti" avec une structure de tarif qui la rend de fait obligatoire : un tarif "de base" insuffisant à 0,30 €/kWh et un tarif "intégré" confortable à 0,55 €/kWh, devenus respectivement 0,32 et 0,60 en 2009 par le biais de l'indexation.

Noble et bel objectif. Sauf que cette "intégration au bâti", qui crée des droits spécifiques, pose de nombreux problèmes de définition tant technique que juridique. L'intégration impose de toucher à l'étanchéité de la toiture, d'où des complications de mise en oeuvre, notamment sur un bâtiment existant, et par conséquent des risques accrus et des primes d'assurances plus élevées.

En outre une solution intégrée coûte nécessairement plus cher que la surimposition — pose de simples modules sur des pattes glissées sous les tuiles et vissées sur la charpente — ou que des châssis lestés sur toiture-terrasse.

L'immense majorité des systèmes installés sur les bâtiments en Allemagne — pas de prime d'intégration, un marché 10 à 15 fois plus important et des prix 20 à 30 % plus bas qu'en France... — sont surimposés.

### L'intégration "simplifiée"

L'arrêté du 12 janvier 2010 aurait pu être l'occasion d'offrir un débouché à ces solutions simples, économiques et "sans souci". Cependant, l'État a préféré appliquer la notion d'intégration non pas au système photovoltaïque mais au type de bâtiment sur lequel il est installé. Ainsi la prime d'intégration est réservée au bâtiment "clos (sur toutes les faces latérales) et couvert, assurant la protection des personnes, des animaux, des biens ou des activités". Son tarif est fixé à 0,58 €/kWh pour les installations de moins de 250 kWc sur des bâtiments d'habitation, mais aussi de santé et d'enseignement si ces derniers ont plus de deux ans. Il tombe à 0,50 €/kWh pour tous les autres types de bâtiment de plus de deux ans assurant "clos et couvert". Le système doit être situé "dans le plan" de la toiture et les modules doivent constituer l'élément d'étanchéité principal (comme par exemple les tuiles solaires). Il ne doit pas pouvoir être démonté sans nuire à l'étanchéité. Un principe, d'apparence simple mais plutôt difficile à apprécier, qui fait qu'il est impossible d'affirmer a priori que tel équipement de tel fabricant sera automatiquement éligible. Un comité d'experts ad hoc devrait être constitué pour valider un par un les produits d'intégration. Mais, en attendant, c'est le "producteur" (le propriétaire du système) qui devra signer une déclaration sur l'honneur que son installation répond bien aux critères.

Sont également éligibles les éléments assurant une fonction d'allège, de bardage, de brise-soleil, de mur-rideau ou de garde-corps de fenêtre, balcon ou terrasse. Cependant l'arrêté ménage une période de transition pour les structures couramment installées par les particuliers. Ainsi, les installations de moins de 3 kWc dont l'étanchéité n'est pas assurée par le module lui-même mais par le système — des plaques de plastique, de zinc ou bac acier — bénéficieront du tarif de 0,58 €/kWh jusqu'au 1er janvier 2011<sup>1</sup>. Au-delà, il tombera à 0,42 €/kWh, qui est le tarif "d'intégration simplifiée" créé par l'arrêté du 12 janvier.



© Cynelia

Les produits d'intégration doivent assurer l'étanchéité, comme cette tuile solaire.

La subtile différence entre "intégration" et "intégration simplifiée" réside dans le fait que cette dernière concerne les bâtiments qui n'ont pas à être clos "sur toutes les faces latérales" pour les installations de plus de 3 kWc. C'est-à-dire qu'elle s'applique aux bâtiments et hangars agricoles ou aux préaux d'écoles, mais le doute subsiste par exemple pour les abris de parking. L'autre nuance est que, pour les plus de 3 kWc, le système n'a pas à être "dans le plan" de la toiture mais peut également être "parallèle au plan de la toiture". Autrement dit les modules peuvent dépasser un peu de la couverture !

**Notes :**

- 1 : C'est la date de demande de raccordement qui est prise en compte.
- 2 : Tableau et explications détaillées sur les tarifs en vigueur sur : [www.photovoltaique.info/Le-tarif-d-achat.html](http://www.photovoltaique.info/Le-tarif-d-achat.html)

Dans tous les cas, le fait que le système photovoltaïque doive assurer l'étanchéité exclut les systèmes surimposés. Les systèmes en surimposition de toiture, plate ou inclinée, ou sur châssis au sol n'auront droit qu'au tarif de base à 0,314 €/kWh, malheureusement insuffisant au prix actuel pour une rentabilité raisonnable, notamment pour les petites et moyennes puissances<sup>2</sup>.

**Répartition territoriale**

Au-delà de 250 kWc s'applique un bonus, destiné à compenser le manque d'ensoleillement des régions les plus au nord, pouvant aller jusqu'à 20 % selon le département : un encouragement — contradictoire avec la priorité à l'intégration au bâti — pour

les centrales au sol et les entrepôts logistiques qui intéresse les "grands opérateurs historiques" ou nouveaux entrants... Ceci expliquant sans doute cela.

Sauf modifications toujours possibles par un nouvel arrêté dans un environnement technique et économique mouvant, tous ces tarifs devraient rester stables jusqu'au 31 décembre 2011 et baisser ensuite de 10 % par an pour suivre la baisse des coûts du matériel.

Les projets de petite puissance (< 36kWc) en cours, pour lesquels une simple demande de contrat d'achat a été déposée avant la date de l'arrêté, continueront à bénéficier des anciens tarifs. En revanche, pour les plus gros il faudra prouver qu'ils étaient suffisamment avancés à cette date (permis de construire et demande de raccordement).

Le photovoltaïque a connu un début d'année 2010 particulièrement agité : taxé de "bulle spéculative" par ceux-là mêmes qui, en laissant passer plus d'un an entre l'annonce des nouveaux tarifs et leur application, ont créé les conditions pour attirer des intérêts purement financiers, bien loin de la philosophie fondamentale d'une filière intrinsèquement écologique. Malgré cela, les nouveaux tarifs, même imparfaits, apportent une visibilité et une stabilité suffisantes pour que fleurissent sur les toits de nos villes et de nos villages ces taches bleutées qui s'affichent comme un choix à la fois individuel et collectif d'une énergie propre, décentralisée et ancrée au coeur de nos territoires.

**Marc Jedliczka**

Directeur de l'association Hespul

Article paru dans La Maison écologique, n°56 avril-mai 2010



# R.A.S. - Nucléaire, rien à signaler

**Des ouvriers du nucléaire sortent de l'ombre pour dresser un tableau inquiétant de leurs conditions de travail et de sécurité. Une enquête exemplaire.**

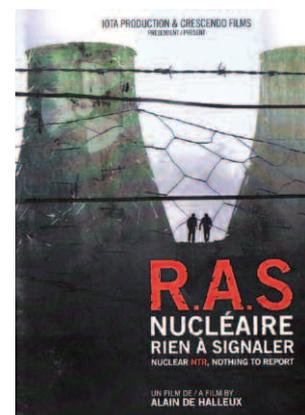
On les appelle les "jumpers", ils sont chargés d'entrer dans le générateur de vapeur pour obturer les tuyaux qui le relie au réacteur nucléaire. Durée d'intervention maximum autorisée : de 90 à 120 secondes, sous peine d'encaisser une dose de radiations supérieure au niveau autorisé. Ils font partie des dizaines de milliers d'ouvriers intérimaires et sous-payés, chargés d'effectuer la maintenance dans les centrales nucléaires (décontamineurs, mécaniciens, contrôleurs...).

Des travailleurs de l'ombre qui, avec cet excellent film d'Alain de Halleux, sortent enfin du silence. Ils dressent le sombre tableau de leurs conditions de travail, qui ne cessent de se dégrader, au détriment de leur santé et de la sécurité. Au nom de la rentabilité, EDF/GDF-Suez, Areva et les autres recourent de plus en plus à la sous-traitance, rognent sur les effectifs et la maintenance, font pression sur les employés.

Contrôleurs priés d'ignorer les dysfonctionnements, employés cachant les incidents par peur des sanctions, grands groupes déresponsabilisés par l'externalisation des tâches : ce constat édifiant montre combien la sécurité collective est en jeu. De nombreux travailleurs (français, belges, suédois, allemands) ont accepté de témoigner dans ce film, et plusieurs experts et personnalités complètent par leurs analyses l'inquiétant diagnostic du film.

"Du risque zéro, nous sommes passés au risque calculé", affirme l'un de ces "nomades du nucléaire", comme on les appelle. Les "incidents" se multiplient. En 2006, après un court-circuit, la centrale suédoise de Forsmark frôle la catastrophe à 7 minutes près ; en 2008, cent travailleurs de la centrale du Tricastin sont contaminés par la radioactivité. Et caetera. Un accident majeur est vite arrivé...

Ce documentaire très accessible, qui ne prend pas position contre le nucléaire, est un formidable moyen de sensibiliser aux dangers liés à cette industrie, à travers le sort de celles et ceux qui en sont les ouvriers, mais aussi les premières victimes, dans leurs conditions de travail et, trop souvent, dans leur chair.



## DVD "R.A.S – Nucléaire, rien à signaler"

Alain de Halleux,  
Iota Prod. / Crescendo Films, 58 mn, 2009.

A commander au prix de 23,5€ port compris, au Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04 (chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire") ou dans notre boutique en ligne : <http://boutique.sortirdunucleaire.org>

## Des T-Shirts "STOP au trafic des déchets nucléaires" pour soutenir les militants non-violents du Grand-Ouest !

Le Groupe d'Actions Non-Violentes Antinucléaires (GANVA) rassemble des opposants à l'énergie nucléaire en France dans des actions directes non-violentes (occupation de pylones Très Haute Tension (THT), blocage de trains de combustible nucléaire...). La vente des T-shirts "STOP au trafic des déchets nucléaires", organisée par le Réseau pour le compte du GANVA, contribuera notamment à payer les frais de justice de militants condamnés pour avoir grimpé dans des pylônes THT en 2008.



T-Shirt unise	S	M	L	XL
Longueur	67 cm	72 cm	74 cm	76 cm
? poitrine	50 cm	54 cm	55 cm	57 cm

T-Shirt femme	S	M	L
Longueur	56 cm	59 cm	62 cm
? poitrine	36 cm	42 cm	46 cm

Pour vous procurer un T-shirt, commandez-le au prix de 18,50 € (frais de port inclus : 3,50 €) au Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge 69317 Lyon cedex 04 (chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire") ou dans notre boutique en ligne : <http://boutique.sortirdunucleaire.org>

N'oubliez pas de préciser le modèle (unisexe ou femme) et la taille souhaitée !

# Débarrasser le monde des armes de terreur

Le Rapport "Armes de terreur - Débarrasser le monde des armes nucléaires, biologiques et chimiques", publié en français en mai 2010, "porte sur la façon dont le monde pourrait — et devrait — contrer les menaces que représentent les armes nucléaires, biologiques et chimiques ainsi que les missiles". En 2006, lors de la sortie du rapport en anglais, les perspectives de désarmement étaient encore sombres. Le contexte international actuel offre une opportunité pour "ouvrir la voie à des mesures de désarmement radicales", souligne Hans Blix dans l'introduction.

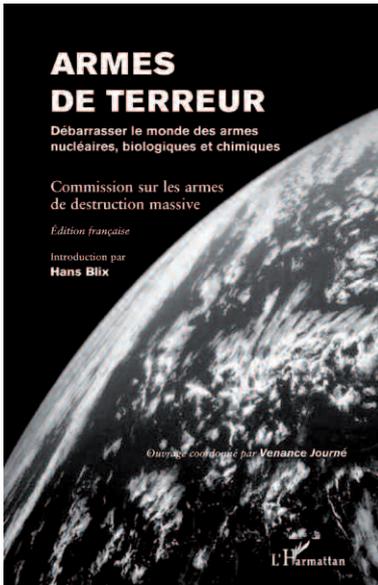
La Commission sur les armes de destruction massive, auteur de ce document, a été mise en place en 2003 à l'initiative de la ministre des Affaires étrangères de Suède. Elle était composée de quatorze membres originaires des différentes régions du monde sous la présidence d'Hans Blix, ancien directeur général de l'AIEA et président de la commission de contrôle de l'ONU en Irak. Publié en anglais et déjà traduit en arabe, chinois, espagnol, finlandais, japonais et russe, ce texte a dû attendre quatre ans avant d'être publié en version française.

Dans un texte spécifique à cette édition française, pour replacer "la dissuasion française dans le contexte international", Venance Journé souligne le "rôle crucial" que doit jouer la société civile "pour faire évoluer les politiques".

Ce n'est pas le premier rapport sur le sujet, et il ne sera pas le dernier. Toutefois, c'est seulement le second à être publié en français — après celui de la commission de Canberra à laquelle a participé l'ancien Premier ministre Michel Rocard, datant de 1997 — soulignant ainsi la faiblesse du débat en France sur ces questions ! Soulignons donc l'importance de cet ouvrage, véritable outil de formation sur les armes nucléaires, biologiques et chimiques et les actions à entreprendre pour parvenir à leur élimination.

Patrice Bouveret

Rapport "Armes de terreur - Débarrasser le monde des armes nucléaires, biologiques et chimiques". Commission sur les armes de destruction massive. Ed. L'Harmattan, mai 2010, 250 pages, 24,50 €.



## Uranium, l'héritage empoisonné

A Mounana, petite ville du sud-est du Gabon, la COMUF (Compagnie des Mines d'Uranium de Franceville), filiale d'AREVA, a exploité pendant 41 ans les importants gisements d'uranium.

Durant toutes ces années, la population a été maintenue dans l'ignorance des risques que représente la pollution radioactive supportée par les mineurs mais également par les habitants de la ville. Les femmes ont continué et continuent encore à se laver et trempent le manioc dans les rivières contaminées. Car même si maintenant la population sait qu'elle court un risque, que peut-elle faire d'autre ?

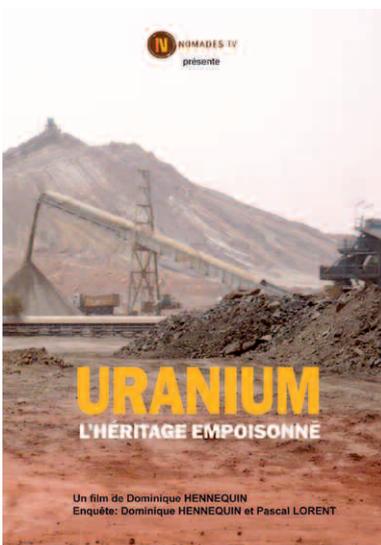
Depuis 1999, la mine d'uranium est fermée. Aucun suivi médical n'est assuré par AREVA et les veuves des nombreux mineurs décédés ne sont pas aidées. Il ne reste aujourd'hui à Mounana que de vastes retenues d'eau dans lesquelles ont été noyées les déchets de l'exploitation d'uranium.

Autre pays, autre climat mais même irrespect pour la santé des mineurs et des populations : au Niger, Arlit, ville de 85 000 habitants, est située à moins de 5 km de deux mines d'uranium exploitées par la Somair et la Komunak. Ici la diffusion des matières radioactives se fait à l'air libre car il n'y a pas de rivière pour évacuer les déchets produits. Curieusement, dans l'hôpital financé par AREVA, les cancers n'existent tout simplement pas...

Ce passionnant documentaire explore les détails des conséquences sanitaires de l'exploitation minière de l'uranium.

### Uranium, l'héritage empoisonné

DVD, Dominique Hennequin & Pascal Lorent, Nomades TV / Public Sénat, 54 mn, 2009. A commander au prix de 18,50€ port compris, au Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04 (chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire"), ou dans notre boutique en ligne : <http://boutique.sortirdunucleaire.org>



# Duval MC

76 artistes soutiennent le Réseau "Sortir du nucléaire". Cette rubrique vous présente, à chaque revue, l'un de ces artistes engagés.

**Aujourd'hui : Duval MC, rappeur "désobéissant", conscient, altermondialiste... et antinucléaire.**

Duval MC a entamé sa carrière de rappeur en 2004 alors qu'il était actif dans des associations comme le Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP), la Ligue des Droits de l'Homme (LDH) et Survie, à Marseille. Musicien accompli il s'est tourné vers le rap, forme musicale qui à son origine portait un message politique et conscient.

Certain-es d'entre vous l'auront peut-être entendu lors du festival Peace & Landes II et/ou à la manifestation antinucléaire du 12 juillet 2008 à Paris.

## Parle-nous de ton parcours artistique...

En avril 2007, je participais sur Marseille à l'organisation d'un événement en soutien à la campagne "décolonisons" avec entre autres l'association Survie. Peu de temps avant, un de mes titres, "Mémoires mauvaises", avait été sélectionné pour apparaître sur la compilation "Décolonisons". Lors de cet événement à Marseille j'ai invité Xavier Renou pour une conférence sur les sociétés militaires privées. Il m'a alors parlé des Désobéissants et de la lutte contre le missile M51. Xavier m'a également aidé par la suite à faire presser mon premier album "Matières premières" (Ed. Contrevents). J'ai eu aussi la chance de participer au second Peace & Landes en octobre 2007 aux côtés de groupes comme Percubaba, No one is innocent, Ministère des Affaires Populaires... (groupes qui soutenaient déjà le Réseau "Sortir du nucléaire", NDLR)



**Tu as écrit un titre "Sortir du nucléaire". Comment en es-tu venu à cette lutte, qui ne semblait pas être primordiale à tes débuts ?**

J'y apportais de l'intérêt, mais je n'avais jamais traité le sujet dans un morceau. C'est en discutant avec plusieurs personnes - en plus du fait que mon père ait bossé à La Hague, qu'il souffre de problèmes de thyroïde et que le souvenir de Tchernobyl soit lié à mon enfance - que j'ai mieux saisi l'importance de

cette lutte. Petite anecdote : en 1986, à l'époque où le nuage de Tchernobyl a "soufflé" sur l'Europe, le numéro 1 au top 50 était le titre "Comme un ouragan" (rires)...

Dés 2007, j'ai découvert le Réseau "Sortir du nucléaire", et via son site et les informations disponibles, j'ai pu acquérir de plus amples connaissances qui m'ont permis d'écrire ce morceau.

## Et tu as enchaîné avec un clip tiré de ce morceau ?

En effet, il y a une urgence dont beaucoup n'ont pas conscience. Le problème du nucléaire est central pour comprendre ce qui se passe dans le monde. J'ai le sentiment que le fait d'imposer le nucléaire à l'humanité (le risque est pour tous) témoigne d'un instrument de pouvoir inédit. Peut-on encore imaginer une révolution, même non-violente avec un tel parc nucléaire ? Qui s'occuperait du démantèlement des centrales ?

## Et sinon, pour toi comment ça va quant à la scène musicale ?

J'ai pas mal joué en 2009, avec quelques dates que je suis pas prêt d'oublier (No Nato à Strasbourg, les Trois Baudets...)

Je participe à plusieurs concerts de soutien - le dernier étant pour le Genepi (soutien aux incarcérés) à Aix - mais il faut savoir se limiter sinon on ne fait plus que ça, sans recevoir le moindre salaire.

Je vis sans frigo, sans voiture et avec un budget qui m'oblige à appliquer la décroissance...

J'ai mis un bouton "faire un don" sur mon site mais j'ai jamais reçu un cent ! On cherche comment continuer nos activités musicales en gardant l'indépendance.

Du coup je lance un appel aux militants pour qu'il continuent à faire connaître ma musique (un second album est en préparation) par les réseaux sociaux ou par le bon vieux bouche-à-oreille.

## Propos recueillis par J. Peyret

Duval MC accueille régulièrement des stands antinucléaires lors de ses concerts. S'il passe par chez vous et que vous êtes disponible merci d'en informer Jocelyn Peyret.

Tel. : 03 89 41 80 98.

jocelyn.peyret@sortirdunucleaire.fr

Découvrez le clip "Sortir du Nucléaire" sur le site de Duval MC : <http://www.duvalmc.com/>

Découvrez les 76 artistes qui soutiennent le Réseau "Sortir du nucléaire".  
<http://groupes.sortirdunucleaire.org/soutiens-d-artistes>

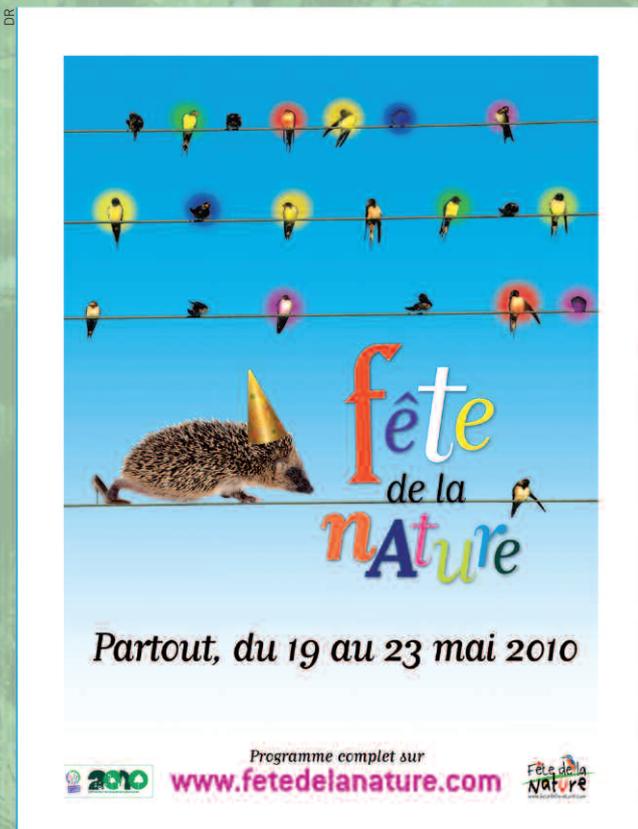


DR

*Matières Premières*, le CD du rappeur désobéissant. Le nucléaire, les OGM, le néo-colonialisme, la pollution, la surconsommation, Marseille, Noël... tout y passe, dans ce premier album de Duval MC, vendu en soutien au collectif des Désobéissants.

## La fête de la nature sponsorisée par... EDF

Chaque année depuis 2007 a lieu en France la "fête de la nature". Un événement d'aspect fort sympathique pour toutes les personnes attachées au respect de l'environnement ou à la biodiversité. Mais devinez qui finance cette belle fête ? Parmi les premiers sponsors se trouvent deux fabricants de béton et ciment (Lafarge et Cemex), et surtout deux géants de l'énergie : Véolia et... EDF ! EDF, le champion du nucléaire, qui ne rate pas une occasion de "verdier" son image pour faire oublier que le nucléaire pollue l'eau et l'air pour des millénaires, irradie des travailleurs, etc. À côté de l'affiche officielle de la fête (à gauche), voici donc l'affiche qui nous semble un reflet plus juste de la réalité (à droite).



### AREVA et le sport : un mariage contre-nature

La Fédération Française d'Athlétisme (FFA) est sponsorisée par AREVA. L'industrie nucléaire veut profiter de l'image positive de l'athlétisme pour redorer son blason. Pourtant, rien n'est plus éloigné des bienfaits et des valeurs traditionnelles du sport que l'industrie nucléaire. Cette dernière est responsable, entre autres, de contaminations à répétition des travailleurs du nucléaire, de leucémies infantiles à proximité de différentes installations nucléaires, ou de la contamination irréversible de l'environnement. AREVA nuit gravement à la santé comme à l'environnement. Plus de 3000 internautes se sont mobilisés avec nous en avril pour une "cyberaction". Ils ont écrit au Président de la FFA pour demander la fin de ce partenariat scandaleux. Mais le 16 juillet au Stade de France aura lieu le meeting AREVA, grand rendez-vous de

l'athlétisme mondial. Combien de temps la FFA va-t-elle laisser AREVA s'acheter une respectabilité en ternissant l'éthique sportive, l'image d'un sport millénaire, de nos athlètes donc de notre pays, et l'image du sport en général ? Nous restons vigilants et mobilisés.

### Appellation contrôlée "Miel de Flamanville"...

Il fallait y penser : radioactivité rime avec biodiversité ! Après Palluel en 2009, c'est au tour de la centrale de Flamanville d'accueillir 2 ruches depuis mai 2010. Un employé de la centrale, apiculteur à ses heures, va désormais produire quelques kilos de miel estampillés EDF. Un bon coup de pub pour EDF qui se pare ainsi des vertus de défenseur de l'environnement et de la biodiversité ! A quand des vaches pour tondre écologiquement les pelouses des centrales ?

### Mentions légales :

Revue trimestrielle

"Sortir du nucléaire" n° 46 - Été 2010.

Abonnement pour un an : 12 euros (4 numéros).

Abonnez-vous ou réabonnez-vous sur :

<http://boutique.sortirdunucleaire.org/>

Ou par courrier à : Réseau "Sortir du nucléaire"

9, rue Dumenge - 69317 Lyon Cedex 04

(chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire")

Directeur de publication : Patrice Bouveret.

Rédaction en chef : Nadège Morel.

Corrections : Myriam Battarel.

Maquette : Wladdimir Quénu.



CPPAP : 06 013 G 83296 - ISSN : 1276-342 X

Tirage : 21 000 exemplaires.

Imprimé par Brailly (69) sur papier 100 % recyclé avec des encres à base végétale.

Date de dépôt légal : à parution.

Retrouvez toute l'actualité sur : [www.sortirdunucleaire.fr](http://www.sortirdunucleaire.fr)

La reproduction des articles est autorisée et vivement conseillée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs.

Faites comme le Réseau "Sortir du nucléaire" en souscrivant à l'offre d'électricité à 100 % d'origine renouvelable, garantie sans nucléaire, fournie par Enercoop :

<http://www.enercoop.org>

En supplément à ce numéro : programme (Rencontres d'été) ; document de présentation (Enercoop) ; bulletin de réabonnement.